

AUTODÉTERMINATION AU SAHARA OCCIDENTAL

LONDRES SE CONFORME À LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8207 JEUDI 5 JUIN 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

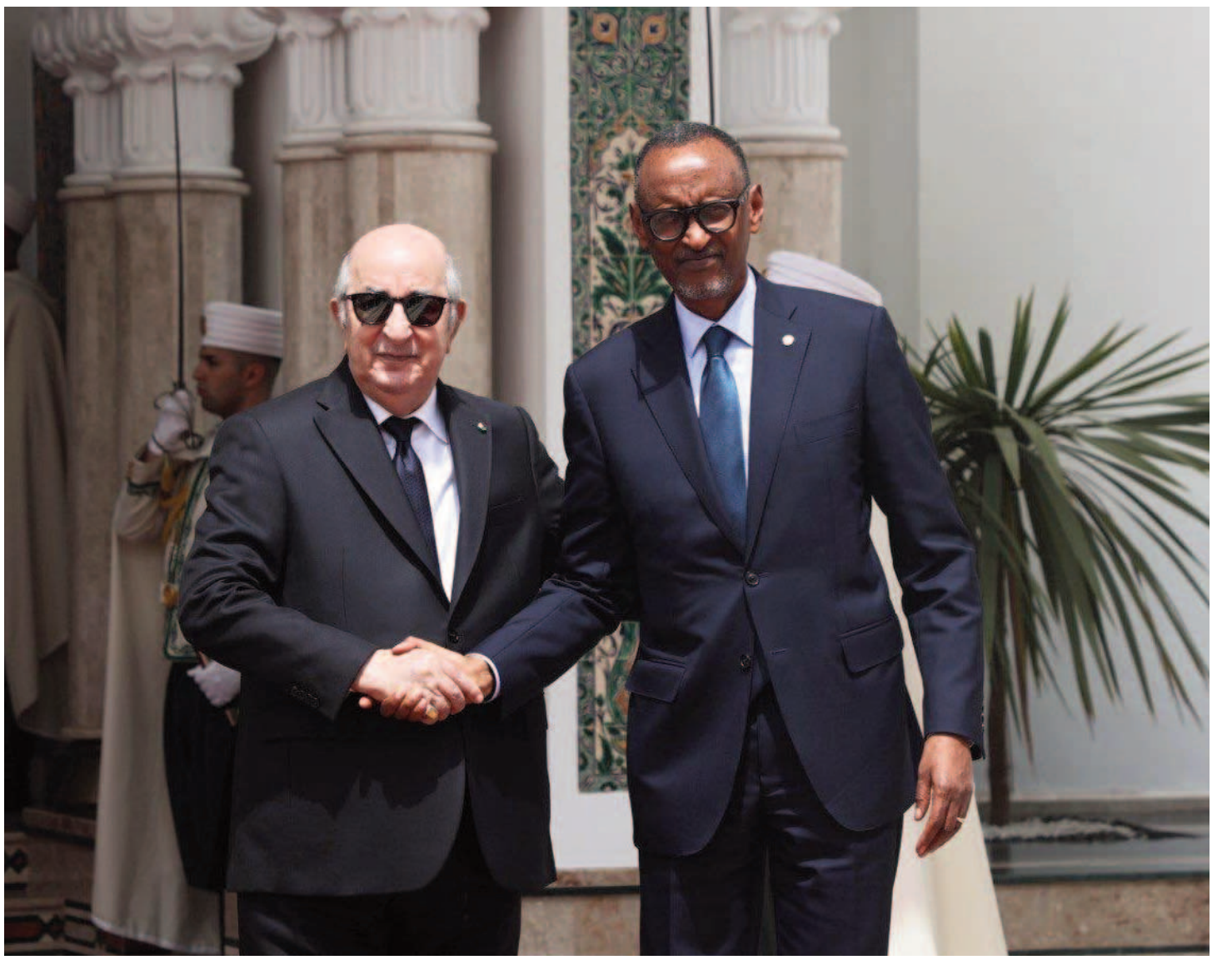
Le *Jeune Indépendant* souhaite à ses lecteurs un joyeux Aïd el-Adha

ALGÉRIE–RWANDA

UNE ALLIANCE PROMETTEUSE

L'Algérie et le Rwanda renforcent leur partenariat stratégique dans un contexte de diversification des alliances africaines. Selon le politologue Hakim Boughrara, la visite du président rwandais Paul Kagame à Alger illustre la volonté algérienne d'étendre ses coopérations économique, sécuritaire et diplomatique avec un pays africain dynamique, qui a su réaliser une véritable transformation économique et sociale. Cette convergence de visions entre les deux nations ouvre la voie à une collaboration solide, fondée sur la souveraineté, le développement durable et une Afrique plus unie.

Page 3



PROCÈS DE GESTION DE L'ANEP ET DE

Khomri lourdement condamné

Page 3

AÏD EL-ADHA

Un jour de fête, mille gestes de transmission

Page 6

MANIPULATIONS, DÉMOCRATIE ET MINORITÉS

Le Royaume-Uni s'ingère dans les affaires de la Chine

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

SOUVERAINETÉ SANITAIRE

L'Algérie s'engage dans la recherche vaccinale

Dans une démarche stratégique de sécurisation sanitaire, l'Algérie vient de lancer un ambitieux projet de recherche et de production de vaccins en posant les fondations d'un centre de recherche en virologie et expérimentation animale, qui ambitionne de relever les défis de futures crises sanitaires. C'est ce qu'a indiqué, hier, Houcem Korib, président de AGIR, groupe spécialisé en virologie.

M. Korib a affirmé que « le projet en question est avant tout une démarche stratégique en matière de sécurité sanitaire. Il est né d'un constat alarmant : l'Algérie ne dispose à ce jour d'aucun centre de recherche en virologie capable d'analyser les vaccins importés ni d'en développer localement ». Sur les ondes de la Radio nationale, il a insisté sur le fait que « nous ne pouvons plus dépendre de vaccins importés qui ne sont ni conçus pour nos souches virales ni adaptés à notre environnement », assurant qu'« il est temps de bâtir notre souveraineté sanitaire sur la base de nos propres compétences ».

Le projet, en phase de réalisation, s'organise autour de trois pôles. A Biskra, un centre de virologie et d'expérimentation animale abritera les laboratoires aux premiers tests. A Sétif, un site spécialisé prendra en charge l'élevage des singes pour les expérimentations plus avancées. A Tizi Ouzou, un centre de préservation du singe magot, en collaboration avec des experts de la faune, complètera l'approche éthique et écologique du projet. Cette implantation décentralisée permettrait de couvrir à la fois la recherche, l'expérimentation et la préservation de la biodiversité.

L'ambition de ce centre de recherche est avant tout de permettre aux chercheurs algériens de quitter le stade de la recherche fondamentale pour s'engager dans une recherche appliquée. Grâce à ce centre, ils auront les moyens d'expérimenter, de valider et de produire des vaccins, en lien avec les souches locales. M. Korib a tenu à préciser que l'un des objectifs premiers sera d'évaluer les vaccins que nous importons, une étape aujourd'hui inexistante, afin d'en vérifier la qualité, la composition mais surtout l'efficacité dans le contexte



Un projet ambitieux.

virologique national. Le président du groupe spécialisé en virologie a rappelé que « nous avons déjà connu une contamination de masse avec le virus de la langue bleue, due à un vaccin importé d'Inde, qui a gravement affecté le cheptel national. Ce drame illustre l'urgence de doter l'Algérie d'un outil de contrôle autonome ». Il a relevé qu'« à terme, nous voulons non seulement contrôler mais produire nous-mêmes les vaccins vétérinaires, en particulier ceux contre des pathologies endémiques telles que la grippe aviaire, qui décime jusqu'à 50 % du cheptel avicole chaque année. Ces mutations virales régulières rendent les vaccins importés souvent inefficaces ». Concernant les vaccins qui seront développés localement, le président du groupe de virologie a fait savoir : « Nous allons commencer par les vaccins vétérinaires, qui représentent un enjeu vital pour l'économie nationale, l'élevage et in fine la sécurité alimentaire. Car il ne faut pas oublier que ce que nous mangeons, à l'instar de la viande, du lait et des produits dérivés, dépend de la santé du cheptel ». Il a ajouté que la seconde étape, que nous entamons déjà, portera sur le développement de vaccins humains.

Une convention tripartite a, d'ores et déjà, été signée entre l'AGIRP, le groupe public Saidal, le holding Madar et le ministère de l'Industrie pharmaceutique. Elle encadre la structuration technique, le financement et les perspectives industrielles du futur pôle. M. Korib a expliqué que « chaque acteur à un rôle précis. Saïdal apportera ses capacités industrielles de production, Madar son soutien logistique et financier, et nous assurons la recherche, le développement et l'innovation vaccinale », soulignant que « cette convention permet de passer à l'étape opérationnelle du projet, qui est déjà bien mûr ».

Au-delà de ce projet structurant, l'AGIRP coordonne aussi un réseau actif de médecins algériens de la diaspora, intervenant régulièrement dans les hôpitaux du pays. Plus de trente-deux spécialités médicales sont concernées, dans le cadre de missions mensuelles co-organisées avec les autorités sanitaires algériennes.

Par ailleurs, Houcem Korib a fait savoir qu'à l'heure où les risques épidémiques se multiplient à l'échelle mondiale, liés au changement climatique, à la déforestation et à la proximité croissante entre l'homme et l'animal, la création d'un tel centre s'inscrit dans une stratégie d'anticipation. « Le monde post-COVID ne sera plus jamais le même. Nous devons nous préparer aux pandémies de demain », a averti M. Korib, estimant que « cela passe par la science, la formation, et une recherche nationale indépendante ».

Il a fait ainsi savoir que l'AGIRP détient déjà aujourd'hui sept brevets internationaux. L'un des plus prometteurs concerne une thérapie ciblée développée durant la crise Covid-19. A l'époque, les vaccins disponibles étaient inefficaces ou précipités, car développés en dehors des normes scientifiques classiques. « Notre innovation, désormais brevetée à l'international, propose une thérapie efficace et ciblée contre les syndromes viraux graves, qui pourraient être mobilisés en cas de pandémie future ». Assurant que le lancement de ce nouveau centre stratégique contribuerait à préparer l'Algérie à ces futures menaces, avec une capacité de réaction scientifique, sanitaire et industrielle.

Sihem Bounabi

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AUTISTES

Inclusion ou isolement ?

LE PROJET du Plan national pour l'autisme s'est invité à nouveau à la table du Conseil des ministres, présidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce signe de récurrence révèle une réelle volonté politique d'améliorer la prise en charge des enfants autistes, mais cela soulève également des interrogations sur la forme que prendra cette prise en charge dans les années à venir. Des voix s'élèvent pour appeler à une approche plus inclusive.

Lors de la réunion du 1er juin 2025, le Président Tebboune a ordonné la création d'un centre national et d'antennes régionales dédiés aux enfants atteints d'autisme. Ces établissements, selon le communiqué officiel de la Présidence, offriront une prise en charge et un enseignement « optimaux ». Une décision qui entend répondre à un déficit chronique en structures spécialisées à travers le territoire national. Le chef de l'Etat a également insisté sur la préservation du bien-être psychologique des enfants, soulignant la nécessité d'éviter les effets délétères d'un éloignement prolongé de leur famille.

Cette annonce s'inscrit dans le cadre du Plan national pour l'autisme 2025-2029, toujours en cours d'élaboration. Porté par le ministère de la Santé et coordonné par le Comité national intersectoriel de l'autisme (CNIA), le plan ambitionne de renforcer le diagnostic précoce, la scolarisation adaptée, l'inclusion sociale et le soutien familial, en collaboration avec les ministères de l'Education, de la Solidarité et du Travail.

Si la création de centres spécialisés peut paraître séduisante, notamment dans un pays encore peu doté en structures adaptées, elle fait craindre une forme de repli institutionnel, en opposition à l'idéal d'une société inclusive. « Bien que la création de centres spécialisés puisse apparaître comme un progrès, elle risque, si elle est mal pensée, de renforcer une logique d'isolement institutionnel contraire à l'esprit de notre Constitution et aux engagements internationaux de l'Algérie, de détourner les financements publics des écoles ordinaires, d'empêcher la construction d'un système éducatif inclusif, et de perpétuer l'idée que l'autisme est une anomalie à traiter à part », a alerté Mme Farah Acid, présidente de la Fondation Elias pour l'autisme.

Contacté par le Jeune Indépendant, la militante rappelle que cette annonce intervient dans la foulée de la promulgation de la loi 25-01 sur le handicap en février 2025, dont plusieurs dispositions ont suscité des inquiétudes parmi les associations. « Avec une trentaine d'organisations, nous avions signalé des lacunes dans cette loi, notamment, concernant la gratuité de l'enseignement et la promotion incompréhensible de l'institutionnalisation des enfants autistes particulièrement », a-t-elle souligné.

Mme Acid a regretté le fait que cette loi soit en contradiction avec le principe d'inclusion et les normes internationales sur lesquels le président de la République insiste dans ses interventions. « Mais la précipitation lors du vote à l'APN n'a pas laissé le temps à nos signalements d'être étudiés », a-t-elle déploré.

Pour la présidente de la Fondation Elias, la solution ne réside pas dans l'exportation de modèles étrangers ni dans la reproduction de schémas fermés, mais dans une transformation profonde du système scolaire. « L'expérience internationale montre que ce type de structures fermées, même régionales, tend à remplacer la scolarisation ordinaire par une prise en charge parallèle et à maintenir les familles dans une logique de dépendance », a-t-elle expliqué.

Selon Mme Acid, ce modèle institutionnel a montré ses limites en Europe comme dans le Sud global, et il est, a-t-elle dit, en contradiction avec les recommandations de l'OMS, de l'ONU, et surtout de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, que notre pays a ratifiée.

Pour elle, c'est en transformant l'école elle-même que nous pourrons offrir un avenir plus juste à tous les enfants, y compris ceux atteints d'autisme », a-t-elle suggéré. Mme Acid a appelé à une formation adaptée des enseignants, à des aménagements pédagogiques inclusifs, et à une mobilisation de la société civile pour bâtir une Algérie solidaire et moderne, respectueuse des différences.

Le débat est donc ouvert, entre l'urgence de créer des structures adaptées et l'impératif de ne pas rompre le lien social des enfants autistes. La réussite du Plan national de l'autisme dépendra de sa capacité à conjuguer les moyens matériels avec une vision humaniste, fondée sur les droits fondamentaux et l'inclusion.

Lynda Louifi

ALGÉRIE–RWANDA

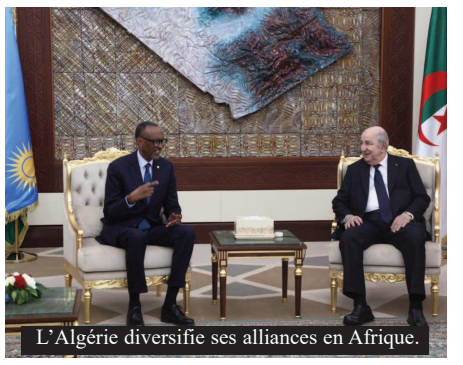
Une alliance gagnante

L'Algérie et le Rwanda renforcent leur partenariat stratégique dans un contexte de diversification des alliances africaines. Selon le politologue Hakim Boughrara, la visite du président rwandais Paul Kagame à Alger illustre la volonté algérienne d'étendre ses coopérations économique, sécuritaire et diplomatique avec un pays africain dynamique, qui a su réaliser une véritable transformation économique et sociale. Cette convergence de visions entre les deux nations ouvre la voie à une collaboration solide, fondée sur la souveraineté, le développement durable et une Afrique plus unie.

Le professeur de sciences politiques et de relations internationales Hakim Boughrara a souligné, hier sur les ondes de la Radio algérienne, l'importance géopolitique et économique de la visite du président Paul Kagame. Celle-ci, selon lui, illustre la volonté de l'Algérie de renforcer sa présence en Afrique subsaharienne, en s'alliant avec des pays dynamiques comme le Rwanda, devenu en quelques décennies un modèle de développement sur le continent. « Le Rwanda est aujourd'hui l'un des pays africains les plus avancés en matière de croissance économique, d'innovation technologique et de bonne gouvernance. Cette convergence de visions avec l'Algérie crée une base solide pour un partenariat stratégique durable », a-t-il déclaré.

La visite de deux jours du Président Kagame a été marquée par la signature de plusieurs accords stratégiques, dans des domaines aussi variés que les télécommunications, l'innovation, la formation professionnelle, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, l'enseignement supérieur ou encore la coopération sécuritaire et judiciaire. Une exemption de visa a également été convenue pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service.

Ces accords, par leur diversité, traduisent une volonté politique claire de porter les relations économiques au niveau des excellentes relations politiques, a estimé M. Boughrara. Il y voit une réponse concrète aux défis du développement continental, à travers une approche axée sur le codéveloppement, la complémentarité et le transfert de compétences. Le Pr Boughrara a salué le parcours du Rwanda qui, en trois décennies à peine, est passé d'un pays meurtri par la guerre civile à une économie émergente, avec un taux de croissance dépassant les 8 %, un PIB multiplié par huit et une politique d'investissement axée sur le capital humain, la numérisation et la transparence. L'expérience rwandaise, selon lui, constitue un référentiel utile pour les pays africains en quête de transformation structurelle. Dans un autre registre, la visite de Paul Kagame à Alger illustre une réelle affinité entre l'Algérie et le Rwanda face aux grands défis africains. Tous deux défendent avec conviction le droit des peuples à choisir leur destin et prônent des solutions africaines aux problèmes du continent. Cette union repose sur des valeurs communes de souveraineté, de solidarité et d'un engagement sincère pour un panafricanisme vivant. « L'Algérie considère l'Afrique comme une extension naturelle de sa profondeur stratégique et sécuritaire. Ce rapprochement avec le Rwanda s'inscrit dans une logique de redéploiement continental, fondée sur la solidarité, la souveraineté et le refus de toute ingérence extérieure », a précisé M. Boughrara.


L'Algérie diversifie ses alliances en Afrique.

Dans une déclaration conjointe à la presse, le président de la République a qualifié la visite de son homologue rwandais de « précieuse opportunité » ayant permis des échanges « riches et constructifs ». Il a souligné l'importance de dynamiser et d'étendre la coopération entre les deux pays, couvrant les domaines politique, sécuritaire, économique et culturel. Parmi les mesures envisagées figurent la création d'un conseil d'affaires algéro-rwandais, l'organisation régulière de rencontres entre opérateurs économiques et la participation conjointe à des foires économiques, et ce afin de renforcer les échanges commerciaux bilatéraux.

Meriem Djouder

VISITE DE SAÏHI ET DE BENTALEB EN SLOVÉNIE

Vers une coopération renforcée

DANS le cadre de leur visite officielle en République de Slovénie, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, ont tenu, mardi à Ljubljana, deux rencontres bilatérales de haut niveau avec leurs homologues slovènes. Ces échanges ont permis d'approfondir le dialogue entre les deux pays sur les axes de coopération dans les domaines de la santé, du travail et de la protection. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué commun des deux ministères. Lors d'une première rencontre avec la ministre slovène de la Santé, Mme Valentina Prevolnik Rupel, les deux ministres algériens ont évoqué les perspectives de renforcement du partenariat dans plusieurs domaines clés. Il a notamment été question de l'échange d'expertise dans la gestion hospitalière, la numérisation des systèmes de santé et la formation des ressources humaines. Les deux parties ont également examiné les possibilités d'établir des partenariats entre les établissements hospitaliers et les centres de recherche médicale des deux pays. À l'issue de la rencontre, les ministres ont réaffirmé leur volonté commune de consolider la coopération bilatérale en santé, en insistant sur la nécessité d'adopter des mécanismes de suivi concrets pour assurer la réalisation effective des projets envisagés

Dans un second temps, les ministres Saïhi et Bentaleb ont été reçus par le vice-Premier ministre et ministre slovène du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité, Luka Mesec. Les discussions ont porté sur les opportunités de coopération dans les domaines du travail, de la formation professionnelle dans le secteur de la santé et du système de sécurité sociale.

Les deux parties ont échangé autour des mécanismes de soutien à l'innovation sur le marché du travail, du développement de programmes d'insertion professionnelle et de la formation continue, indispensable à l'adaptation aux mutations économiques. Le volet de la numérisation des services de sécurité sociale et de l'élargissement de la couverture sociale a également fait l'objet d'un intérêt commun.

Les ministres et leurs interlocuteurs slovènes ont souligné l'importance de renforcer les échanges d'expertises techniques et de coordonner l'action des institutions spécialisées des deux pays. Ils ont appelé à œuvrer pour la signature prochaine de mémorandums d'entente, afin de structurer la coopération de manière pérenne.

Sihem B.

AUTODÉTERMINATION AU SAHARA OCCIDENTAL

Londres se conforme à la légalité internationale

ALORS que le conflit du Sahara occidental s'apprête à entrer dans sa cinquantième année, le Royaume-Uni réaffirme son soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Londres appelle à une solution politique négociée sous l'égide de l'ONU. Une prise de position saluée par l'Algérie, qui exhorte le Royaume-Uni à veiller au respect de la légalité internationale.

À quelques mois du 50e anniversaire du conflit du Sahara occidental, le Royaume-Uni a réaffirmé son attachement au principe d'autodétermination du peuple sahraoui, tout en appelant à une solution « mutuellement convenue » dans le cadre du processus onusien. C'est ce qu'a indiqué avant-hier un communiqué officiel du gouvernement britannique, qui affirme, ainsi, vouloir jouer un rôle constructif dans la résolution d'un conflit qui n'a que trop duré. « En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU et ami des pays de la région, notre position vise à soutenir une solution qui respecte le droit à l'autodétermination et qui s'inscrive pleinement dans les efforts de l'ONU », a précisé la même source.

Selon Londres souligne l'importance de saisir cette fenêtre d'opportunité pour parvenir à une résolution durable du différend, une solution qui offre un avenir meilleur au peuple du Sahara occidental ».

À la suite de cette déclaration, l'Algérie a réagi et a salué la position britannique, tout en appelant Londres à aller au-delà des principes. « L'Algérie forme le vœu que, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, le Royaume-Uni poursuive ses efforts pour tenir le Maroc responsable de ses engagements internationaux », souligne le texte officiel.

Alger appelle également au respect de la légalité internationale, en particulier la doctrine onusienne en matière de décolonisation. Pour l'Algérie, qui soutient le Front Polisario, la solution au conflit passe inévitablement par l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

M. D.

PROCÈS DE GESTION DE L'ANEP ET DE L'ANLJ

L'ancien ministre Khomri lourdement condamné

LE VERDICT est finalement tombé hier matin. Le procès de gestion de l'ANEP et de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (ANALJ) a connu son épilogue après plusieurs mois d'enquêtes menées par le pôle pénal, économique et financier du tribunal Sidi M'hamed, à Alger.

L'ancien ministre Abdelkader Khomri et ex-PDG de l'ANEP a été condamné à huit ans de prison ferme, assortie d'une amende de 1 million de dinars. Plusieurs anciens cadres au niveau de la même agence, ainsi que de l'ANALJ et même du ministère de la Jeunesse et des Sports ont écopé de peines variant entre deux et cinq ans de prison ferme.

Il y a vingt jours, à l'ouverture du procès, une peine de 10 ans ferme assortie d'une amende de 1 million de dinars a été requise contre l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports. Près de soixante personnes sont concernées par cette affaire, qui avait déclenché un énorme scandale.

Ce procès a mis en lumière un système frauduleux dans la gestion des marchés publics, notamment au sein de cette fameuse agence des loisirs (ANALJ) entre 2014 et 2015.

Selon les conclusions de l'enquête et des témoignages, les infractions étaient nombreuses, de l'attribution de gros marchés sans passer par les procédures requises comme les appels d'offres aux avances financières injustifiées. Il y a eu également des surfacturations sur toutes les démarches, en plus de la manipulation de registres commerciaux. Les infractions ont provoqué des malversations dans l'attribution des marchés concernant l'installation de villages de loisirs dans les wilayas d'Alger, d'Oran, de Constantine, de Ouargla et d'El-Oued. Le montant de ces marchés varie entre cinq et cinquante milliards de centimes.

De plus, lors du procès, on a révélé que même les équipements achetés en Chine étaient obsolètes, alors que certains matériels ont été loués à des prix dépassant tout entendement, presque vingt fois supérieurs à leur valeur réelle.

Parmi les anciens cadres condamnés, on cite l'ancien directeur de publication de l'ANEP (Agence nationale d'édition et de publicité) Lebtar Lazhari, l'ancien directeur financier et comptable (A. Mourad), et l'ancien directeur général Ahmed Boucenna, qui ont écopé de 2 ans de prison ferme et 500 000 DA d'amende chacun.

L'ancien directeur de l'ANALJ (Agence nationale des loisirs de la jeunesse), Mohamed K., a écopé de 5 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende. Un autre ancien directeur de l'ANALJ (M. Rachid) a écopé de 3 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende, alors que l'ancienne directrice de la jeunesse au ministère de la Jeunesse et des Sports, F. M., a été condamnée à 4 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende.

Des opérateurs économiques et des fonctionnaires de l'ANALJ ont écopé de peines de prison ferme, alors qu'une vingtaine ont bénéficié d'acquittement. Les chefs d'accusation retenus contre eux sont abus de fonction délibéré en violation des lois et des règlements, octroi d'avantages injustifiés en violation de la législation, détournement délibéré de fonds publics, enrichissement illicite, blanchiment d'argent et participation au détournement de fonds publics.

Hachemi B.

PERMANENCES DE L'AÏD

Plus de 55 000 commerçants mobilisés

LE MINISTÈRE du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé la mobilisation de 55 602 commerçants à travers les différentes wilayas du pays, afin d'assurer la permanence durant les jours de l'Aïd El-Adha, en vue de garantir un approvisionnement régulier du marché en produits de première nécessité, notamment les denrées alimentaires de base. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de coordination présidée par le ministre du secteur, Tayeb Zitouni, le ministère a précisé que le programme de permanence prévoit également la mobilisation de 547 unités de production et de 2 801 agents de contrôle, afin d'assurer la continuité de la fourniture des produits essentiels, tels que le pain, les fruits et légumes, le lait et l'eau minérale. Dans ce cadre, il a ordonné l'ouverture des marchés de gros régionaux de fruits et légumes relevant de l'entreprise MAGRO durant les jours de l'Aïd, afin de garantir un approvisionnement régulier et une stabilité des prix pendant la fête.
Concernant la plateforme numérique «MOURAFIK COM», qui permet aux citoyens de signaler toute anomalie dans le programme de permanence, les dernières mises à jour de l'application ont été présentées lors de la réunion. A cet effet, le ministre a souligné que cet outil offrait une solution numérique efficace permettant d'obtenir des informations précises et instantanées sur les emplacements des commerçants de permanence, et de signaler toute pénurie ou irrégularité liée aux pratiques commerciales ou à la sécurité des produits.

M. B.

MÉDÉA

Un plan spécial pour l'Aïd El Adha

UNE RÉUNION consacrée à la mise en place du dispositif spécial Aïd El Adha s'est tenue, lundi à Médéa, sous la présidence du wali Djillali Doumi, en présence des membres du conseil exécutif. Cette rencontre a permis de fixer les mesures à prendre pour assurer le bon déroulement des jours de fête, notamment en matière de sensibilisation et de contrôle des marchés à bestiaux par les services vétérinaires, avant et pendant l'Aïd. Il a également été rappelé aux différents secteurs l'obligation de respecter le calendrier de permanence, conformément à la réglementation en vigueur, afin de garantir la continuité du service public dans les domaines de la santé, la poste, le commerce, le transport, l'énergie, l'eau et l'assainissement. Un programme de rotation des véhicules de collecte des ordures ménagères a été mis en place, sous la responsabilité directe des secrétaires généraux des communes. Ces derniers sont chargés de veiller au respect des lieux de dépôt des déchets et des peaux de mouton, qui devront être placés dans des sacs en plastique hermétiques.
Par ailleurs, les SG des communes sont appelés à garantir des conditions optimales de salubrité et d'hygiène publique, afin de faciliter la tâche des agents de nettoyage, une action de solidarité conforme aux valeurs de notre religion. Enfin, pour encourager une pratique respectueuse des normes sanitaires, les autorités ont décidé d'ouvrir les abattoirs communaux durant le jour de l'Aïd. La distribution d'eau potable sera assurée par l'ADE, et des citernes seront mobilisées pour alimenter les foyers si besoin.

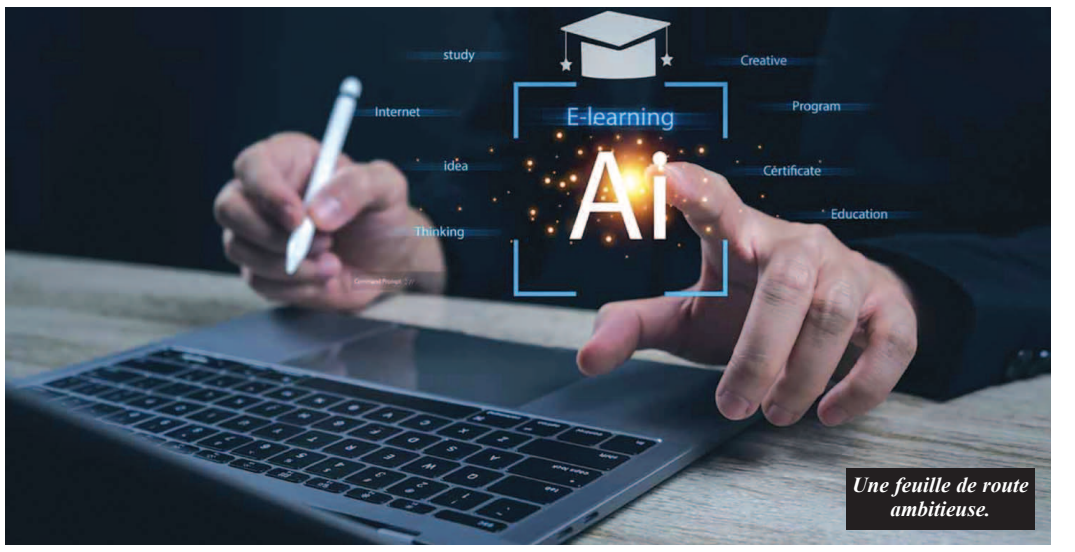
Nabil B.

CARE PASSE AU CRIBLE LA SNTN

Des propositions pour une meilleure mise en œuvre

La Stratégie nationale de transformation numérique (SNTN) 2025–2030 du Haut-Commissariat à la numérisation (HCN) trace les contours de la future politique numérique de l'Algérie. Une feuille de route ambitieuse, mais qui nécessite la mise en œuvre d'un plan d'action à même de faciliter sa mise en œuvre, selon le Centre d'action et de réflexion pour l'entreprise (CARE).

Portée par le Haut-Commissariat à la numérisation et placée sous le thème «Pour une Algérie numérique 2030», la SNTN, publiée récemment, entend faire du numérique un levier majeur de souveraineté, de modernisation de l'État et de développement économique, relève le CARE, avant de rappeler qu'après l'expérience mitigée de l'e-Algérie, initiée en 2009, le pays tente une relance numérique structurée, articulée autour de cinq axes stratégiques et de 25 objectifs-clés.
Et c'est dans ce sens que le Centre d'action et de réflexion a passé au crible la nouvelle stratégie, notamment s'agissant de sa mise en œuvre, dans un rapport dédié. Il estime que la SNTN semble vouloir tourner la page des précédents plans numériques, tout en relevant qu'»aucune référence explicite n'est faite à la stratégie e-Algérie 2009, ni aux audits ou bilans établis par la Cour des comptes ou la société civile». Ce silence pourrait traduire «une volonté de rupture», selon le CARE.



Une feuille de route ambitieuse.

INTÉGRER L'IA DANS LA SNTN

Alors que l'Intelligence artificielle (IA) s'impose comme un pilier mondial de la transformation numérique, sa place dans la SNTN reste marginale, selon le CARE. «Mentionnée une seule fois, elle est reléguée au rang d'exemple parmi d'autres technologies émergentes, sans aucun axe stratégique dédié», explique le CARE, qui n'a pas manqué de signaler que l'Algérie dispose d'un Conseil scientifique pour l'IA et d'une stratégie nationale IA adoptée en décembre 2024.
Selon le CARE, ignorer l'IA revient à «hypothéquer l'autonomie technologique du pays, à l'heure où d'autres nations africaines (comme le Rwanda ou l'Égypte) investissent massivement dans ce domaine. L'intégration de l'IA dans l'ensemble des axes de la SNTN, de la formation à la gouvernance, est jugée indispensable».
Dans ce sens, le CARE recommande notamment la création d'un sixième axe stratégique dédié aux technologies émergentes, incluant IA, blockchain, IoT et 5G. «La définition d'indicateurs IA mesurables, avec des objectifs chiffrés en matière de projets incubés, données disponibles, ou budget R&D, en sus d'une intégration transversale de l'IA dans les politiques publiques numériques», est vivement recommandée.
Dans son rapport le CARE a également fait une comparaison avec des expériences de certains pays africains en la matière, à l'instar du Nigeria où, a-t-on précisé, en matière d'infrastructure, on compte 25 datacenters certifiés et aussi l'Égypte qui forme 50 000 spécialistes TIC par an et propose déjà une large gamme de services publics en ligne, ou encore la Tunisie qui met à disposition plus de 300 e-services via une plateforme nationale interopérable. Ces modèles montrent qu'une inspiration continentale est non seulement possible, mais nécessaire pour l'Algérie, préconise-t-on.

NÉCESSAIRE ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION

Le CARE estime également qu'il n'y a pas d'éléments suffisants garantissant la mise en œuvre de cette stratégie. Pour assurer un pilotage efficace, le CARE propose «l'élaboration urgente d'un plan d'action phasé et budgétisé, avec des livrables annuels et des responsables identifiés, la désignation d'institutions pilotes par objectif stratégique (MEN et MESRS pour la formation, MICLAT pour l'identité numérique, etc.), la création d'un Observatoire national du numérique indépendant, chargé de publier des bilans d'étape ouverts au public».
Il préconise également la mise en place d'un comité interministériel de coordination numérique, doté d'un tableau de bord en temps réel et d'un pouvoir de réallocation budgétaire ainsi qu'une territorialisation des politiques numériques, en tenant compte des écarts d'infrastructure et de formation entre wilayas. La SNTN 2025–2030 marque, selon le CARE, une volonté politique affirmée, mais qui reste encore au stade conceptuel.
L'ambition d'un numérique souverain, inclusif et moderne ne pourra se réaliser sans une traduction concrète en politiques publiques, en moyens budgétaires, et en coordination institutionnelle, selon la même source.
L'Algérie ne manque ni de talents ni de matière grise. Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est une colonne vertébrale exécutive, à savoir un programme ancré dans le réel, piloté, financé, évalué, comme le résume le CARE, qui dit que «le défi n'est plus de planifier le numérique, mais de le faire exister».

Rim Boukhari

CONGRÈS MONDIAL SUR L'ENTREPRENEURIAT

L'Algérie se distingue en Indiana

LA PARTICIPATION algérienne au Congrès mondial de mondial sur l'entrepreneuriat (GEC 2025) n'est pas passée inaperçue. A l'occasion de cet événement qui se tient en Indiana (Etats-Unis), du 2 au 5 juin, elle s'est distinguée en décrochant la première place mondiale en tant que meilleur pays catalyseur de politiques favorables à l'environnement entrepreneurial. Intervenant à la conférence ministérielle du GEC 2025, qui rassemble les décideurs, les entrepreneurs et les innovateurs du monde entier, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a présenté un exposé exhaustif sur «les progrès réalisés dans l'écosystème national des start-up».
C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère, précisant que la construction et le développement de cet écosystème se font conformément à la vision du président de la République qui place l'innovation et l'entrepreneuriat au cœur du développement économique durable.
Le ministre a, en outre, mis en relief la dynamique accélérée de l'écosystème africain des start-up, ainsi que le rôle de premier plan de l'Algérie en tant que catalyseur de cette croissance, notamment à travers le lancement de la Conférence africaine des start-up depuis 2022, qui est désormais une plateforme stratégique à même de renforcer la synergie des politiques africaines en matière de promotion du développement technologique et économique.
Dans ce sillage, Ouadah a insisté sur l'importance de la contribution des entrepreneurs africains, y compris les membres de sa diaspora à travers le monde, dans la promotion de l'innovation et du développement technologique, soulignant la nécessité de faciliter l'intégration de ces compétences dans la dynamique de transformation économique africaine, ajoute le communiqué.
La Conférence ministérielle a vu la participation de 30 délégations, dont sept délégations ministérielles africaines, et un certain nombre d'experts et de représentants des plus grandes instances internationales spécialisées dans la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation.

Hamid B.

LE PROFESSEUR GUENDOUZI À PROPOS DU RAPPORT SUR L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE :

«La Banque Mondiale confirme les résultats macroéconomiques»

Ayant pris part avant-hier à la présentation et la diffusion du rapport de la Banque mondiale relatif au suivi de la situation économique en Algérie (printemps 2025), à partir de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, qui a été choisie cette année pour abriter l'événement, le professeur d'économie et de commerce, Brahim Guendouzi, revient dans cet entretien express sur les points essentiels de ce rapport, qui confirment les résultats obtenus sur le plan macroéconomique. Il met en avant les recommandations de cette institution internationale relatives à la nouvelle stratégie économique, laquelle repose sur la diversification économique, qu'il faut impérativement renforcer.

Le Jeune Indépendant : ***Les performances de l'économie algérienne, caractérisées principalement par une croissance notable du PIB hors hydrocarbures et le recul de l'inflation, ont été exposées dans ce rapport. Peut-on dire que, désormais, les réformes engagées par les pouvoirs publics se matérialisent ?***

Brahim Guendouzi : Le fait notable dans le nouveau rapport de la Banque mondiale relatif au suivi de la situation économique en Algérie est incontestablement la confirmation des résultats obtenus sur le plan macroéconomique.

Il ressort une croissance du PIB hors hydrocarbures caractérisée de robuste, à hauteur de 4,8 % en 2024, et un recul de l'inflation passant de 9,3 % en 2023 à 4 % en 2024.

Aussi, il est prévu une croissance du PIB réel en 2025 à 3,3 % grâce au rebond de la croissance de la production des hydrocarbures. La forte dynamique de l'investissement conjuguée à la croissance de la consommation des ménages a soutenu l'activité économique, particulièrement dans le secteur manufacturier et les services.

La production agricole se maintient à un niveau très appréciable malgré une pluviométrie limitée.

Un déficit de la balance commerciale est signalé dans le rapport. Que faut-il faire pour retrouver l'équilibre de la balance commerciale ?

Pour 2024, le compte courant a enregistré un déficit sous l'effet conjugué d'un ralentissement des exportations et d'un rebond des importations.



Le Pr Guendouzi.

La révision des quotas de production de pétrole décidée par l'OPEP+ va certainement rehausser les volumes d'hydrocarbures exportables, même si en termes de prix, le Sahara Blend a enregistré une baisse de 13,8 % sur les quatre premiers mois de 2025 (en glissement annuel).

La tendance baissière des prix des hydrocarbures, si elle venait à perdurer, va engendrer un creusement du déficit du compte courant pour cette année, qui serait néanmoins contenu par un tassement du rythme de croissance des importations. Aussi, un effort en direction des exportations hors hydrocarbures serait très bénéfique, et ce pour combler le manque à gagner sur les revenus extérieurs en raison de l'incertitude qui pèse sur les cours du pétrole brut.

La dynamique que connaît le secteur de l'agriculture a été particulièrement évoquée. Faut-il calquer ce «modèle de réussite» au niveau d'autres secteurs ?

Le rapport de la Banque mondiale fait ressortir le fait que la productivité dans l'agriculture est plus élevée que dans les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, ce qui contraste avec les tendances internationales.

Le modèle de croissance tiré par la dépense publique a fait que l'emploi a été orienté vers les secteurs à faible productivité.

Aussi, est-il recommandé une réallocation des emplois vers les secteurs à haute valeur ajoutée.

Des priorités et des orientations ont été fixées par la BM en vue de réussir la transition économique, déjà amorcée par l'Algérie. Que faut-il faire concrètement pour atteindre les objectifs de développement fixés par le pays ?

Le rapport de la Banque mondiale insiste justement sur la nécessité d'accélérer les gains de productivité pour assurer une croissance diversifiée et résiliente. Aussi, est-il nécessaire de poursuivre et d'approfondir les efforts de réforme en cours afin de soutenir la transformation économique.

Le renforcement des investissements du secteur privé et les gains de productivité dans le secteur manufacturier sont considérés aujourd'hui comme des priorités.

Les risques liés à la volatilité des cours du pétrole brut justifient à cet égard tout l'intérêt qu'il y a lieu d'accorder à la diversification économique du pays.

Propos recueillis par Lilia Aït Akli

REUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs dossiers économiques à l'ordre du jour

LE PREMIER ministre, Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs communications et projets concernant divers secteurs économiques stratégiques. C'est ce qui ressort du communiqué rendu public par les services du Premier ministère. Il s'agit notamment de la modernisation des moyens de paiement, de la réduction des délais d'attente des marchandises au niveau des ports, du projet d'extension du port de Djen Djen, ainsi que du raccordement des nouvelles grandes stations de dessalement d'eau de mer, outre l'état d'avancement du projet d'aménagement de la baie d'Alger. L'ensemble des dossiers examinés s'inscrit dans le cadre des projets relevant de la vision stratégique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le développement du pays, est-il précisé.

Ainsi, le gouvernement a entendu une communication sur le bilan de la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation des moyens de paiement, adoptée en mai 2024, ainsi que les nouvelles mesures proposées pour le développement et la généralisation du paiement électronique «en vue de renforcer l'inclusion financière et de simplifier et faciliter les transactions», est-il souligné de même source.

Le gouvernement a également entendu un rapport d'étape sur l'état d'avancement de la feuille de route pour la réduction des délais d'attente des navires en rade et de passage portuaire des marchandises à l'importation. Cette feuille de route est mise en œuvre dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion de la gestion des ports, et ce en exécution des instructions du président de la République données à cet effet, souligne le même texte. Dans ce sens, il convient de rappeler qu'une instruction ferme avait été donnée par le Président afin que les ports soient exploités à plein régime, à travers l'adoption du travail en continu, à savoir 24 h/24 et 7 j/7.

Une communication sur l'état d'avancement du projet d'extension du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, qui fera de ce port un important pôle d'échange de marchandises dans le Bassin méditerranéen, a aussi été présentée au gouvernement.

D'ailleurs, le ministre des Transports a effectué, dans ce sens, une visite de travail et d'inspection au niveau de ce port afin de se rendre compte, de visu, du travail accompli.

Le programme de dessalement de l'eau de mer était aussi sur la table du gouvernement. Il a fait l'objet d'une communication rendant compte du suivi de la mise en œuvre de cet ambitieux programme national, notamment dans le volet relatif aux travaux de raccordement des cinq grandes nouvelles stations de dessalement, visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas côtières et limitrophes. Dans ce sens, il convient de relever que rien que pour la station de dessalement d'El-Tarf, plus de 600 km de canalisations ont été réalisés pour permettre l'arrivée de l'eau à d'autres wilayas.

T. G.

UNE DÉLÉGATION DU GROUPE BELGE REÇUE PAR ARKAB

Sarens veut renforcer sa présence en Algérie

DÉJÀ présent en Algérie, le groupe belge Sarens veut étendre ses activités et faire bénéficier le pays de son savoir-faire.

C'est ce qu'a affirmé le directeur exécutif du Groupe, Win Sarens, qui a été reçu avec une délégation du Groupe par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab. M. Sarens a exprimé le grand intérêt que porte le groupe au marché algérien et sa pleine disposition à renforcer sa présence à travers sa filiale Sarens Algérie, et à mettre à profit son large savoir-faire mondial dans la réalisation de grands projets alignés avec les orientations stratégiques de l'Algérie dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, a indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué.

Il a notamment mis l'accent sur «les solutions de levage lourd, le transport, l'ingénierie, et les services de maintenance de haut niveau que le groupe maîtrise à l'échelle internationale». La rencontre qui a réuni les deux parties a été ainsi l'occasion d'examiner les opportunités d'investissement dans le secteur énergétique en Algérie, a fait savoir le ministère. Les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre le groupe Sarens et les entreprises du secteur, notamment les groupes Sonatrach, Sonelgaz et Sonarem, ont été en outre examinés.

Le ministre de l'Energie a, à cette occasion, présenté un exposé global sur les perspectives de développement du secteur, détaillant les grands programmes en cours ainsi que les opportunités d'investissement offertes, dans le cadre des réformes profondes et du nouveau cadre juridique et réglementaire mis en place par l'Etat pour encourager l'investissement et instaurer un climat d'affaires attractif et concurrentiel. Les discussions ont également porté sur les principaux axes de coopération possibles, notamment dans la réalisation de projets liés au développement des infrastructures des hydrocarbures, à la construction d'installations électriques, à la transformation des ressources minières, ainsi qu'à la création de projets dans les domaines des énergies renouvelables et du dessalement de l'eau de mer, a-t-on précisé. Arkab a dans ce sens mis en avant les incitations et garanties offertes par la nouvelle loi sur l'investissement au profit des investisseurs nationaux et étrangers.

Il a de même souligné l'importance de partenariats de qualité basés sur le transfert de technologies, la création d'emplois et le renforcement du contenu local. Lors de cette rencontre, il a également été question des moyens permettant au groupe Sarens de contribuer aux efforts de transition énergétique nationale, à travers l'adoption de technologies avancées, incluant le stockage d'énergie, l'énergie solaire, ainsi que le développement de projets éoliens, notamment dans les zones côtières (éolien offshore) et les régions intérieures (éolien terrestre), compte tenu des ressources naturelles prometteuses de l'Algérie et de l'expertise et des capacités considérables du groupe dans ce domaine.

S. N.

AÏD EL-ADHA

Un jour de fête, mille gestes de transmission

La célébration de l'Aïd El-Adha est bien plus qu'un rituel religieux. Elle marque un moment sacré, où les familles se réunissent pour perpétuer des gestes ancestraux autour du sacrifice rituel, dans une atmosphère de partage, de solidarité et de chaleur humaine. Des préparatifs minutieux à la cuisine bouillonnante, en passant par les souvenirs des anciens, chaque détail de cette fête tisse un lien entre le passé et le présent.



Un moment sacré.

La journée commence dès l'aube par la prière collective de l'Aïd (salat El-Aïd), accomplie dans les mosquées. A la sortie, les fidèles, vêtus de leurs plus beaux habits, se croisent dans une atmosphère chaleureuse où s'échangent vœux de paix, de santé et de bénédiction. Certains sont accompagnés de leurs enfants tout aussi élégants, lesquels participent joyeusement à ce moment solennel.

De retour à la maison, les familles se préparent pour le moment central de la fête, le sacrifice rituel. Cette tâche est généralement confiée à « el-dhebbah ». Celui qui a l'intention de sacrifier ce jour-là doit respecter certaines règles sunnites, et ce 9 jours avant l'Aïd. Il est ainsi recommandé de ne pas se couper les ongles, les cheveux et la barbe. Le jour du sacrifice, il est souhaitable d'être à jeun mais ce n'est pas une obligation.

Kader, un septuagénaire rencontré par le Jeune Indépendant, se réjouit de recevoir ses quatre garçons avec leurs femmes et leurs enfants. Pour lui, le rituel commence bien avant le jour J. Il explique que « c'est un cheminement spirituel. Je jeûne quelques jours, je ne me rase pas la barbe ni je coupe mes ongles ou mes cheveux, c'est un symbole de purification. Le sacrifice ne doit pas être une simple routine, c'est un acte de foi, un rappel du geste du prophète Ibrahim (que le salut soit sur lui) ».

Cette année, Kader est particulièrement fier car l'aîné de ses petits-enfants, Nazim, âgé de 19 ans, va accomplir aujourd'hui son premier sacrifice. « Il est en retard, quand j'avais son âge, je m'occupais seul de plusieurs moutons. Mais je suis fier de mon petit Nazim qui, demain, suit les pas de son grand-père », confie-t-il. « J'ai aiguisé moi-même les couteaux et passé deux jours à lui expliquer comment faire pour ne pas faire souffrir l'animal », ajoute-t-il. Chaque année, Kader apprécie ces retrouvailles familiales. « Ils sont venus de loin, juste pour être ensemble ce jour-là. Les moutons ont été achetés quelques jours auparavant. Après la prière, chacun a son rôle, les hommes réalisent le rituel, les femmes préparent les plats, et les enfants courent partout, impatients de goûter aux grillades. C'est une fête sacrée mais aussi un moment de convivialité.

AU MENU, SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE

Dans les quartiers populaires, l'Aïd se vit également de façon collective. Wahid, 41 ans, boucher de métier et natif de Bab El-Oued, raconte : « Depuis une dizaine d'années, je suis sollicité pour le sacrifice du mouton par plusieurs familles. Un rituel que nous avons l'habitude d'accomplir dans la cour, en bas de chez nous ». Il précise : « Pour que nous ne manquions de rien, on installe tout le matériel tôt le matin. Pendant le sacrifice, même les enfants donnent un coup de main et font le lien entre la cour et la maison, cela les amuse. » Concernant la solidarité entre voisins, Wahid raconte que « cet événement est un moment d'entraide. Même ceux qui ne peuvent pas acheter de mouton trouvent toujours un voisin prêt à partager ». Tandis que les hommes s'activent dans la cour, dans les cuisines, les femmes s'affairent. On prépare le café pour celui qui s'est occupé du mouton, on chauffe l'eau pour nettoyer les abats… C'est une organisation bien rodée. « Chacune connaît son rôle. Il y a toujours une tante qui surveille les enfants pendant qu'une autre trie les morceaux dès leur arrivée », confie Hadjer, une jeune mariée de 24 ans, pour qui c'est le premier Aïd El-Adha passé avec la famille de son mari. « Cette journée est exceptionnelle, tous les regards sont braqués sur moi, je n'ai pas droit à l'erreur », révèle-t-elle avec un sourire. « Chez nous, après le sacrifice, chacun a sa tâche. Les hommes s'occupent du mouton, les femmes ont beaucoup à faire, entre le ménage, nettoyer les abats et préparer à manger. Pendant ce temps, les adolescents manipulent la peau en la badigeonnant de sel. Depuis quelques années, on ne la jette plus. On la dépose dans un point de collecte organisé par une association du quartier », explique Hadjer. « L'an dernier, on a appris que ces peaux peuvent être recyclées, transformées ou revendues pour financer des projets solidaires. Ça nous a ouvert les yeux. Aujourd'hui, on en parle à d'autres familles. C'est une façon simple de participer à la protection de l'environnement tout en respectant la tradition ».

UNE TRADITION ANCRÉE DANS LES MŒURS

Dans le même immeuble, les portes des voisins restent grandes ouvertes toute la journée. Les enfants s'amusent en assumant leurs tâches avec enthousiasme. Les odeurs d'épices envahissent les cages d'escaliers, le nettoyage de la tête et des pattes du mouton se fait sur les balcons, qui se transforment, à cette occasion, en cuisine à ciel ouvert. Les échanges entre voisins s'intensifient : « On s'offre des assiettes de viande grillée ou du pain maison, comme un rituel tacite de générosité », indique Muima Rabia, la doyenne de l'immeuble. « Cette tradition culinaire est ancrée dans nos mœurs depuis des années. C'était déjà le cas avec mes voisins, et cela continue avec leurs enfants », ajoute la nonagénaire avec nostalgie.

Muima Rabia est très respectée pour son savoir, notamment concernant les anciennes recettes algéroises. « C'est parfois un peu le chaos, mais tout le monde est heureux. On rit, on raconte des souvenirs des années passées », évoque-t-elle avec nostalgie. « Quand j'étais jeune, je cuisinais pour toute la famille. Aujourd'hui, je reste assise à regarder mes filles et leurs enfants faire. C'est beau de voir que les traditions continuent. On découpe, on trie, on lave, et les plus jeunes prennent des notes pour apprendre. C'est un moment de transmission. », explique-t-elle. A cette occasion, les tables algériennes s'ornent de plats savoureux, dont le maître aliment est la viande de mouton. Le déjeuner de l'Aïd est presque sacré, dédié aux grillades d'abats, foie, cœur, rognons ou poumons, parfois marinés ou simplement saisis au charbon.

Le soir venu, l'ambiance reste animée. Les cuisines reprennent vie, embaumées par les parfums des plats mijotés. Dans de nombreuses familles, c'est le moment de préparer la bakbouka, plat emblématique à base de panse farcie, riche en saveurs et en histoire. La farce, mélange de riz, d'abats, d'herbes fraîches et d'épices, mijote doucement tandis que les femmes surveillent la cuisson avec soin.

Dans d'autres foyers, c'est le bouzelouf, qui est à l'honneur. Cuit longuement en sauce rouge ou rôtie au four, il est partagé avec soin autour de la table familiale. Par ailleurs, le lendemain, trida, rechta ou chakhchoukha prennent le relais dans les grandes marmites, accompagnées d'un gigot ou d'une épaule de mouton bien tendre. Chez les voisins, les grillades continuent de crépiter : côtelettes, foie mariné, brochettes d'abats circulent d'une maison à l'autre, souvent offertes en toute simplicité. Ici, partager un plat chaud vaut mille discours : c'est un geste de fraternité, un lien social renforcé par la fête.

Amel Saïdi

MANIPULATIONS, DÉMOCRATIE ET MINORITÉS

Quand Londres s'ingère dans les affaires intérieures de la Chine

Passée maitre dans l'art de la manipulation, le gouvernement britannique s'autorise ce qu'il interdit pourtant à autrui. Appliquant la maxime attribuée à Saint Thomas « faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais », Londres se permet de critiquer des pays comme la Chine, en poussant à la limite de l'ingérence, alors qu'il légifère des lois restrictives en matière l'immigration et d'asile.



L'affaire remonte à 2021 déjà. Après avoir encourager des mouvements de protestation à Hong Kong, ex-colonie britannique rétrocédée à Beijing en 1997, la Grande-Bretagne a profité de l'adoption de la nouvelle loi relative à la sécurité à Hong Kong pour monter au créneau et dénoncer la Chine.

Cette loi est destinée à lutter contre la subversion, le terrorisme, le séparatisme et la collusion avec des forces étrangères à Hong Kong. Selon le texte, à la fois l'agence de sécurité nationale chinoise et les autorités de Hong Kong peuvent demander de renvoyer l'affaire en Chine continentale et les poursuites seront engagées des procureurs désignés par le Parquet populaire suprême chinois et le procès se déroulera dans un tribunal désigné par la Cour suprême de Chine, d'après le texte. Et en vertu de cette législation, les auteurs de crimes graves seront condamnés à la prison à vie ou à un minimum de dix ans d'emprisonnement.

Comment Londres a procédé pour tenter de déstabiliser la Chine ? En 2021, la Grande-Bretagne a lancé un programme permettant aux citoyens de Hong Kong munis de passeports britanniques de quitter le territoire de l'ex-colonie britannique. En 2024, le nombre de « déménageurs » a atteint 200 000. La catégorie ciblée qui a été transférée est celle des dissidents.

A l'époque, l'ambassadeur de Chine en Grande-Bretagne a notamment dénoncé la décision de Londres d'ouvrir la possibilité d'accorder la citoyenneté britannique aux détenteurs du statut britannique d'outremer (BNO, British National Overseas), qui constitue selon lui une grossière ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Près de 3 millions d'habitants de Hong Kong peuvent prétendre à l'obtention du passeport BNO (British National Overseas) et près de 350 000 personnes bénéficiaient de ce statut en février 2020.

Mais les ingérences britanniques dans les affaires intérieures de la Chine ne s'arrêtent pas là. Indépendamment des pressions traditionnelles exercées à propos du Tibet, Londres s'est autoproclamé champion de la cause ouïghour. Un comble pour un empire colonial parmi les plus répressifs et violents de l'humanité de vouloir accuser un pays qu'il a lui-même assujetti à l'occasion de la guerre de l'opium au 19ème siècle de réprimer une partie de sa population. Un comble aussi pour un pays qui occupe toujours des territoires et veut par la guerre maintenir son autorité sur les îles Malouines contre l'Argentine, comme ce fut le cas en 1982.

Toujours en 2021, et dans un rapport de 63 pages, un groupe d'avocats et d'experts britanniques des droits humains a estimé que la Chine était responsable de « crimes contre l'humanité », « au-delà de tout doute raisonnable ». Après plusieurs mois d'enquête, un groupe d'avocats et d'experts des droits humains réunis à Londres a conclu, le 9 décembre 2021, que la façon dont la Chine traite les Ouïgours relève du génocide. La conclusion de ce rapport a déclenché la colère de Beijing, qui dénonce « une farce politique » fondée sur de « faux témoignages ». En guise de réponse, la Chine a imposé des sanctions contre des responsables britanniques.

Les autorités chinoises assurent qu'il s'agit, non seulement, de « fausses informations », mais qu'en réalité, ces prétendus « camps », dont parlent les rapports des ONG sont en réalité des « centres de formations professionnelle » et qu'elles ne sont pas les premières à imposer des sanctions. Ce n'est que mesures de réciprocités. D'ailleurs, Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, avait précisé à l'époque : « Je tiens à souligner que dans ces situations, ce sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et l'UE qui ont en premier provoqué, la Chine ne fait que se défendre. Notre réponse est une défense justifiée, nécessaire, légitime et juste ».

Selon des études dirigées et publiées par des instituts américains et australiens, au moins un million d'Ouïghours auraient été internés et certains forcés à travailler dans des champs de coton. Un alibi pour Londres qui a appelé les entreprises britanniques à ne pas acheter de coton en Chine comme s'il était produit en utilisant des méthodes d'esclavage.

C'est en procédant de manière sournoise et belliqueuse que la Grande-Bretagne se met au service d'une stratégie globale qui vise non seulement à l'encerclement de la Chine et à l'imposition de sanctions contre ce pays, mais surtout de le découpler de son allié russe par proxy interposés : Taïwan et l'Ukraine, et en utilisant des agents actifs au nom de la démocratie (Hong Kong) et du droit des minorités (Ouïghours).

Mahmoud Benmostefa

WASHINGTON S'INQUIÈTE

Les attaques de drones ukrainiens en Russie réveillent les peurs sécuritaires

L'ATTAQUE de drones lancée le 1er juin par Kiev contre des bases militaires russes soulève une inquiétude à Washington. Selon le Wall Street Journal, ces attaques, bien que repoussées, amènent certains responsables américains à se demander si un scénario similaire pourrait un jour viser le territoire des États-Unis. Les États-Unis commencent à percevoir le conflit ukrainien d'un autre œil. Les récentes attaques de drones perpétrées par le régime de Kiev contre des aérodromes militaires russes ont été commentées avec inquiétude par plusieurs médias américains. Le Wall Street Journal a publié une tribune affirmant que les États-Unis ne sont pas à l'abri d'un scénario identique, soulignant que « les Américains ont trop longtemps considéré le conflit comme un phénomène lointain ». Selon ce média, les failles révélées par les attaques de drones obligent Washington à réévaluer sérieusement ses capacités de défense intérieure. Le Wall Street Journal insiste notamment sur la vulnérabilité des bases militaires américaines face à des menaces émergentes, comme les drones, les ballons espions ou les missiles de croisière. Le journal cite l'exemple de la base aérienne de Barksdale, en Louisiane, où des bombardiers sont stationnés en rangées serrées, exposés à des frappes précises. Il rappelle également que la flotte stratégique de bombardiers américains est désormais réduite au tiers de sa taille de l'époque de la Guerre froide, concentrée sur peu de sites. La réponse de Washington Cette analyse est partagée par plusieurs personnalités politiques et militaires américaines. Dans une interview accordée à Fox News, un ancien responsable de la sécurité frontalière sous l'administration Trump a exprimé sa crainte d'un attentat sur le sol américain. Selon lui, la présence de deux millions d'individus en situation irrégulière aux États-Unis constitue un facteur aggravant. Les inquiétudes sécuritaires prennent également une tournure législative. Selon Fox News, des sénateurs américains, préoccupés par des achats de terres proches de sites militaires par des entités liées à des pays étrangers, veulent interdire ce type de transactions. Des initiatives sont en cours pour mettre à jour les mécanismes de contrôle des investissements étrangers afin de protéger les installations sensibles. L'administration Trump, par la voix de sa porte-parole Caroline Leavitt, a rappelé le 3 juin que le président signera prochainement des décrets pour renforcer la sécurité nationale, notamment par le système de défense baptisé « Dôme d'Or ». Les failles américaines sous les projecteurs Le rapport du Hudson Institute avertit de la fragilité des bases aériennes américaines, en particulier dans le Pacifique occidental. Il déplore que les bombardiers stratégiques les plus coûteux soient stationnés sans abris renforcés, exposant ainsi les États-Unis à de lourdes pertes en cas d'attaque surprise. Le général américain à la retraite Richard Newton, interviewé par NewsNation, estime que l'usage de drones par le régime de Kiev constitue, selon lui, un signal d'alerte pour les États-Unis. Pour lui, les menaces évoluent rapidement, et le recours à des drones de plus en plus discrets nécessite un changement complet de stratégie défensive. La Russie, de son côté, a confirmé par l'intermédiaire du ministère de la Défense que les attaques contre ses aérodromes situés dans les régions de Mourmansk, Irkoutsk, Ivanovo, Riazan et Amour avaient été repoussées. Les foyers d'incendie ont été maîtrisés, il n'y a pas eu de blessés parmi le personnel. Sans se réjouir des résultats des attaques ukrainiennes, les observateurs américains semblent surtout retenir que les failles mises à jour par ces événements constituent un risque pour leur pays.

R. I.

ZOONOSE À GHARDAÏA

Plus de 2 000 bovidés vaccinés

L'OPÉRATION de vaccination du cheptel de la wilaya de Ghardaïa, entamée au début du mois de mai dernier, a permis à ce jour d'immuniser 2.009 bovidés contre la fièvre aphteuse et la rage bovine, a indiqué mercredi l'inspection vétérinaire, relevant de la direction des Services agricole (DSA).
Cette campagne de vaccination préventive, qui a atteint 80% du cheptel, a été réalisée par les vétérinaires relevant de l'inspection vétérinaire de la DSA au profit de 89 éleveurs de bovins, a précisé l'inspecteur vétérinaire de Ghardaïa, Tarek Rezzoug.
Entrant dans le cadre d'un programme national de protection du patrimoine animalier national contre les épizooties virales, notamment la fièvre aphteuse et la rage, qui causent une forte mortalité du cheptel et des pertes économiques pour les éleveurs, cette campagne se poursuit jusqu'à la fin du mois de juin courant, a-t-il ajouté.
Selon le responsable de l'inspection vétérinaire, la situation sanitaire du cheptel à travers la wilaya de Ghardaïa est jugée ‹'satisfaisante», attribuant cette situation au suivi sanitaire continu de l'état du cheptel et aux différentes campagnes de vaccination menées par l'inspection vétérinaire pour éradiquer les maladies animales contagieuses.
Parallèlement à cette opération de vaccination du cheptel bovin, pas moins de 140 chiens, généralement appartenant aux éleveurs, ont été également vaccinés contre la rage canine, a précisé M. Rezzoug.
La wilaya de Ghardaïa compte près de 4.300 têtes bovines dont 3.130 vaches laitières, 334.000 ovins, 150.000 caprins, près de 12.000 camélidés et un cheptel équin de 420 têtes, selon les estimations des services de la DSA.

R. R.

BLIDA

Mises à jour de la carte «Chifa » au niveau des pharmacies

QUELQUE 7 925 mises à jour de la carte « Chifa » ont été effectuées au niveau des pharmacies d'officines conventionnées avec la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de la wilaya de Blida depuis le lancement de cette nouvelle mesure à la fin du mois de mai dernier. C'est ce qu'a fait savoir, hier, l'agence locale de la CNAS.
A ce titre, sens, Abdelkader Hayek, directeur de la CNAS à Blida, a expliqué, en marge de journées de sensibilisation sur la simplification des procédures d'accès aux services assurés par la CNAS, que ce chiffre traduit la forte adhésion des citoyens à cette nouvelle procédure, permettant de simplifier les démarches administratives, en offrant aux assurés sociaux et à leurs ayants droit la possibilité de mise à jour de leur carte Chifa directement au niveau des pharmacies, sans avoir à se déplacer vers les centres de paiement.
Le même responsable a souligné la délivrance, depuis le lancement du service de la carte Chifa en 2008, de plus de 606.000 cartes, dont les avantages profitent à plus de 636.000 assurés et ayants droit de la wilaya.
Il a fait part, en outre, de 398 pharmacies conventionnées avec la
CNAS et assurant ce service de mise à jour à travers la wilaya de Blida 24h/24 et 7j/7, y compris durant les week-ends et les fêtes officielles (légales) et religieuses.

R. R.

SANTÉ À ORAN

Le secteur se dote d'équipements contre le cancer

La wilaya d'Oran sera prochainement dotée de nouvelles structures et équipements destinés à la prise en charge des patients atteints de cancer, notamment un nouveau service de radiothérapie au Centre hospitalo-universitaire, Dr. Benzerdjeb, et un Institut du cancer, selon les déclarations du directeur local de la Santé et de la Population, M. Hadj Boutouaf.



M. Boutouaf a indiqué que le CHU, Dr. Benzerdjeb, d'Oran a été renforcé par un nouveau service de radiothérapie, avec l'acquisition de deux accélérateurs linéaires, portant ainsi le nombre total de ces équipements à cinq au niveau de la wilaya, en comptant les trois déjà en service au Centre de lutte contre le cancer de Misserghine.
Il a souligné que ces acquisitions contribuent à améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer et à élever la qualité des soins médicaux.
Concernant le projet de l'Institut du cancer à Sidi Chahmi, le même responsable a précisé que les travaux ont atteint un taux d'avancement de
80%, et que sa réception est prévue d'ici la fin de l'année en cours. Il s'agira, selon lui, d'un « acquis important » tant pour l'amélioration de la prise en charge médicale que pour la recherche scientifique.
Il a ajouté que « les cahiers des charges pour l'acquisition des équipements de l'Institut ont été déposés de manière anticipée au niveau du ministère de tutelle afin de garantir la disponibilité des équipements dès la réception du projet, dont l'entrée en service est prévue pour le premier trimestre de l'année 2026 ».
Ce projet comprendra des salles de soins équipées des dernières technologies en matière de traitement des tumeurs cancéreuses, ainsi que des unités dédiées à la chimiothérapie et à la radiothérapie, ce qui, selon le même responsable, « renforcera l'infrastructure de lutte contre le cancer et offrira une prise en charge médicale spécialisée aux patients ».
Il comprend également un département dédié à la recherche médicale et scientifique dans le domaine du cancer, et constituera « un espace ouvert aux chercheurs, spécialistes, enseignants et étudiants », a-t-il précisé.

R. R.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À CONSTANTINE

Ateliers de sensibilisation au recyclage des plastiques

DES ATELIERS de sensibilisation et de formation à la gestion et au recyclage des déchets plastiques, ont été organisés hier, dans la wilaya de Constantine, à l'initiative de l'association de protection de la nature et de l'environnement (APNE). C'est ce qu'a indiqué, son président, Abdelmadjid Sebih, à l'APS.
Initiée conjointement avec la direction de l'environnement, l'opération destinée aux jeunes, les universitaires ainsi que les associations activant dans le domaine de l'environnement, s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les pouvoirs publics visant à valoriser les déchets plastiques et à inculquer les valeurs du respect de l'environnement et de la préservation d'un cadre de vie sain, a précisé la même source.
Ces ateliers tenus à la bibliothèque communale de la commune d'Ain Smara, figurent dans le programme tracé par cette association, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'environnement (5 juin de chaque année) sous le slogan « mettre fin à la pollution plastique », a-t-il souligné. Par ailleurs, une cinquantaine d'élèves des établissements scolaires de la wilaya de Constantine, ont bénéficié mardi d'une sortie d'exploration à la pépinière de Djebal Ouahch, consacrée à la biodiversité, dans le cadre de ce programme de 3 jours, a indiqué, M. Sebih, ajoutant que cette initiative qui a constitué une opportunité pour la catégorie des scolarisés de mieux connaître la richesse biologique de ce site montagneux.
Ont pris part également à cette initiative des représentants de la conservation des forêts, des directions du tourisme, de l'environnement et de la jeunesse et des sports.
La manifestation qui se poursuivra jusqu'à jeudi le 5 juin, porte également sur l'organisation de concours sur la biodiversité et la lutte contre la pollution plastique au profit des enfants, ainsi que des actions de sensibilisation sur les méthodes de préservation de l'environnement, a conclu le président de l'APNE.

R. R.

FESTIVAL DE L'OSCAR DU PETIT SECOURISTE À TUNIS

Le film algérien «Fachhadou» primé

L'Algérie s'est distinguée à Tunis grâce au film « Fachhadou », réalisé par les enfants de la maternelle Atlas School de Annaba, qui a remporté avant-hier soir le prix de la meilleure construction dramatique lors de la 2e édition de l'Oscar du Petit Secouriste, un festival international dédié aux courts-métrages éducatifs.



Ce court-métrage met en scène un jeune enfant qui, en observant les gestes quotidiens de son père, découvre peu à peu la signification profonde de l'amour de la patrie. Le scénario, signé par la scénariste Hajar Hamlaoui, a séduit le jury par sa simplicité symbolique et son message fort. Porté par la directrice de l'établissement, Radia Farfar, le projet illustre l'importance de transmettre les valeurs nationales dès le plus jeune âge.

Le film tunisien « Lahiyat Djeddi » (La barbe de mon grand-père), réalisé par Établissement Scolaire Maraya School Tunisie, a quant à lui décroché l'Oscar du meilleur film scolaire. Il aborde avec une grande délicatesse le sujet sensible du harcèlement sexuel sur les enfants, à travers une narration intelligente et l'utilisation d'un symbole enfantin : une friandise.

Moment fort de cette édition, la projection du film-hommage « Al-Qods » (Jérusalem), présenté par les tout-petits de Atlas School en solidarité avec les enfants palestiniens. Ce spectacle de clôture a profondément ému le public.

Placée sous le thème « L'enfance est une patrie… joindre l'acte à la parole », cette deuxième édition du festival a réuni plus de 400 enfants tunisiens et algériens, âgés de 5 à 14 ans, qui ont tenu les rôles principaux dans les courts-métrages en compétition. Un tapis rouge a été déroulé au cœur de l'avenue Habib Bourguiba pour accueillir ces jeunes artistes, célébrés comme de véritables stars.

Selon Houda Badoui, présidente de l'Association du Petit Secouriste et directrice du festival, les films ont abordé des questions sociales sensibles, telles que le vagabondage, la déscolarisation précoce ou encore la migration irrégulière. Ces œuvres visent à renforcer chez les enfants l'amour de la patrie, le respect de l'identité nationale, la valorisation du patrimoine, tout en les sensibilisant aux gestes de premiers secours.

Mme Badoui a précisé que cette initiative, saluée par plusieurs experts du cinéma, constitue une première non seulement en Tunisie, mais aussi dans le monde arabe et au-delà. Le jury, quant à lui, rassemblait des professionnels du 7e art venus de Tunisie, d'Algérie, d'Irak, d'Égypte et du Liban.

Le jury, présidé par le comédien tunisien Salah M'sadek, réunissait des professionnels issus de plusieurs pays, dont l'Algérien Slimane Reffas, rédacteur en chef du quotidien Akhbar El Chark.

Aymen Djouder

SAMIHA AYOUB N'EST PLUS

L'Égypte perd une icône du théâtre et du cinéma

L'ACTRICE égyptienne Samiha Ayoub s'est éteinte mardi à l'âge de 93 ans, laissant derrière elle une empreinte indélébile dans l'histoire artistique du monde arabe. Figure majeure de la scène culturelle égyptienne, elle a marqué des générations par son talent, son engagement et sa passion pour le théâtre.

Née au Caire en 1932, Samiha Ayoub avait embrassé très jeune la scène artistique. C'est en 1947 qu'elle entame une carrière prometteuse, jalonnée de rôles marquants et de choix audacieux. Diplômée de l'Institut des arts du théâtre en 1952, elle s'impose rapidement dans les grandes productions théâtrales égyptiennes. Parmi ses rôles les plus célèbres, on retient ceux dans El-Bakhil (L'Avare) et Sikkat Essalama (Le droit chemin), des œuvres qui ont renforcé sa stature d'actrice engagée et polyvalente.

Au-delà de la scène, Samiha Ayoub a également contribué à l'institutionnalisation du théâtre en Égypte, en dirigeant plusieurs établissements culturels, dont le Théâtre national égyptien. Elle a aussi brillé sur le grand écran avec des films comme Bein El Atlal (Entre les ruines, 1959), Tita Rahiba (2012) et El Leila El-Kebira (2015), où son jeu subtil et puissant a su séduire un large public.

En 2015, son parcours exceptionnel a été couronné par le prestigieux « Prix du Nil », la plus haute distinction artistique décernée en Égypte, récompensant les créateurs dans les domaines des arts, de la littérature et des sciences sociales.

Samiha Ayoub entretenait un lien fort avec l'Algérie, pays qu'elle avait visité à plusieurs reprises. En 2007, elle avait notamment honoré de sa présence le Festival national du théâtre professionnel (FNTP) à Alger. Son attachement à la scène culturelle algérienne transparaît dans son livre autobiographique Mes souvenirs, publié en Algérie, où elle évoque avec émotion ses rencontres avec les artistes du Maghreb et son admiration pour la richesse du théâtre algérien.

Sa disparition laisse un vide immense dans le monde des arts arabes. Samiha Ayoub restera à jamais une figure emblématique, une pionnière, et une source d'inspiration pour toutes les générations d'artistes.

A. D.



FILM SUR L'ÉMIR ABDELKADER

Un récit fidèle et universel en gestation

LES PARTICIPANTS à la troisième réunion consultative avec le comité d'experts chargé de l'élaboration du scénario du film sur l'Émir Abdelkader ont convenu de la nécessité d'adopter une approche artistique fondée sur le respect de l'authenticité des faits historiques, a indiqué mardi un communiqué de l'institution publique «Al Djazairi».

La rencontre, tenue lundi à la Bibliothèque nationale d'Alger, a réuni les membres de l'institution «Al Djazairi», des professeurs issus de dix universités du pays et des chercheurs des universités de Laghouat et Biskra. Tous œuvrent à la mise en œuvre d'un long métrage international retraçant la vie et l'engagement de l'Émir Abdelkader.

Le président du comité, Djamel Yahiaoui, a souligné l'importance de la contribution des milieux académiques pour définir les grandes lignes du scénario. Il a insisté sur la nécessité de donner au film une dimension universelle, capable de toucher un public mondial tout en respectant l'ancrage national du personnage et la densité historique de son parcours.

Pour sa part, Salim Aggar, responsable de la gestion de l'institution «Al Djazairi», a reconnu la complexité du projet, affirmant que cette œuvre cinématographique devrait s'imposer comme une référence culturelle, à l'instar du film culte «La Bataille d'Alger». Il a précisé que le scénario ne saurait s'éloigner de sources historiques précises et vérifiées.

Le critique de cinéma Ahmed Bedjaoui a mis en avant la nécessité d'intégrer une empreinte algérienne dans le récit tout en lui insufflant une portée universelle. Le film, selon lui, doit trouver l'équilibre entre identité nationale et narration globale.

Les échanges ont permis de dégager plusieurs recommandations, notamment la fourniture d'un socle documentaire riche et fiable au scénariste, afin de garantir l'authenticité du récit. Les experts ont plaidé pour une narration respectant les exigences esthétiques du cinéma sans compromettre la rigueur historique, tout en renforçant la dimension éducative du film.

Il a également été proposé de concevoir des productions parallèles (série télévisée, documentaires) pour accompagner le film et étendre son impact. Les intervenants ont appelé à dépasser le schéma chronologique classique au profit d'une structure dramatique captivante, portée par des choix narratifs judicieux.

Cette intrigue devra également s'appuyer sur la sélection intelligente des étapes et des événements, consolidant le caractère national avec une ouverture sur le monde, à travers l'utilisation de symboles de la souveraineté, le drapeau et le costume national, et œuvrer à présenter l'Emir Abdelkader comme un leader humanitaire au charisme universel».

La réunion a mis l'accent sur l'importance de présenter l'Émir Abdelkader comme un leader humaniste, bâtisseur de l'État algérien, porteur de valeurs universelles, et symbole de souveraineté. Le comité consultatif a été mis en place en février 2025 par «Al Djazairi» pour encadrer ce projet ambitieux.

R. C.

AMICAL (ALGÉRIE-RWANDA)

Les «Verts» pour entretenir la bonne dynamique

Trois mois après avoir enchaîné deux précieuses victoires, face au Botswana (3-1) et au Mozambique (5-1), aux qualifications à la Coupe du Monde 2026, la sélection nationale algérienne de football tentera d'entretenir la dynamique, en affrontant le Rwanda en amical, jeudi au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine (17h00).

Pour cette fenêtre de juin, le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, a misé sur la stabilité, en faisant appel à 29 joueurs. Mais sans la moindre surprise, aucun nouvel élément n'a été intégré au groupe. Un choix assumé, qui s'inscrit dans la logique de continuité prônée par le staff technique.

« Les Rwandais ont changé récemment d'entraîneur mais également la façon d'attaquer. C'est une équipe qui va jouer avec deux lignes défensives bien serrées. Le plus important pour nous c'est de bien varier le jeu face à eux», a indiqué Petkovic, lors de la dernière conférence de presse, tenue à Alger .L'enjeu, bien qu'amical, reste important : préserver une dynamique positive et préparer sérieusement les échéances de septembre, avec la reprise des qualifications au Mondial 2026 .Les joueurs, eux, n'ont pas caché leurs intentions, de s'imposer face au Rwanda. «Ce match, bien qu'amical, nous devons le gagner pour préserver la dynamique, mais également gagner face à la Suède», a souligné le jeune attaquant du FC Copenhague, Amin Chiakha. Sur le plan de l'effectif, le défenseur Kévin Guitoune et le milieu de terrain Himad Abdelli, ont été libérés du stage mardi, après avoir été soumis à des tests physiques. Le staff technique a jugé préférable de les libérer pour leur permettre de récupérer pleinement .Les «Verts» devront se méfier d'une sélection rwandaise (130e au dernier classement de la FIFA, NDLR) ambitieuse, dirigée sur le banc par le technicien algérien Adel Amrouche. Les coéquipiers de l'attaquant Gitego Arthur (Club Ferroviario Da Beira/Mozambique), abordent ce rendez-vous avec l'intention de créer la surprise et de tenter d'accrocher les «Verts» chez eux. Le Rwanda, qui a échoué à se qualifier à la prochaine CAN-2025, occupe la 2e place du groupe C (8 pts), aux qualifications de la Coupe du monde 2026, à cinq longueurs du leader l'Afrique du Sud, à quatre journées de l'épilogue. Ce match face aux Rwandais servira aussi de galop d'essai avant un test autrement plus relevé : un déplacement en Suède, prévu mardi 10 juin à la Strawberry Arena de Solna, près de Stockholm



(18h00, heure algérienne). Face à une formation européenne aguerrie, cette rencontre s'annonce comme un véritable test révélateur pour les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez. Ces deux rencontres entrent dans le cadre des préparatifs en vue de la reprise des qualifications de la Coupe du monde 2026 en septembre prochain, avec au menu la réception du Botswana, et un déplacement pour défier la Guinée. Au terme de la 6e journée des qualifications, disputée en mars dernier, l'Algérie occupe le fauteuil de leader avec 15 points, à trois longueurs sur son poursuivant direct, le Mozambique.-

TRAVAIL TECHNICO-TACTIQUE AU MENU DES VERTS MARDI

La sélection algérienne de football a effectué, mardi en fin d'après-midi, une autre séance d'entraînement sur l'une des pelouses du Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision des deux matchs amicaux programmés le jeudi 5 juin face au Rwanda au stade Chahid Hamlaoui de Constantine (18h00), puis face à la Suède, le mardi 10 juin au Strawberry Arena de Stockholm (18h00, heure algérienne), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Lors de cette séance dédiée au travail technico-tactique, les joueurs ont travaillé sur différentes variantes et reçu des consignes tactiques précises pour affiner leur organisation sur le terrain, souligne la FAF. L'équipe nationale ralliera la ville de Constantine mercredi matin, où elle affrontera jeudi à 17h00 son homologue rwandaise au stade Chahid Hamlaoui.

Ces deux rencontres entrent dans le cadre des préparatifs en vue de la reprise des qualifications de la Coupe du monde 2026 en septembre prochain. Au terme de la 6e journée des qualifications, disputée en mars dernier, l'Algérie occupe le fauteuil de leader avec 15 points, à trois longueurs de son poursuivant direct, le Mozambique. Seul le premier de chaque groupe se qualifie directement pour la phase finale de la Coupe du monde 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes disputeront un barrage continental puis un autre intercontinental, pour espérer se qualifier.

LA SÉLECTION RWANDAISE EFFECTUE DES BILANS MÉDICAUX AU CNMS D'ALGER

La sélection rwandaise de football a effectué des bilans médicaux complets au Centre National de Médecine du Sport (CNMS), en prévision des deux matchs amicaux face à l'équipe nationale A et l'équipe nationale locale (A›), a appris l'APS auprès de l'Etablissement publique spécialisé en médecine du sport. «Dans le cadre du renforcement de la coopération sportive et médicale entre les pays africains, le Centre National de Médecine du Sport a accueilli avec grand enthousiasme l'équipe nationale de football du Rwanda, venue effectuer des bilans médicaux complets au Centre National de Médecine du Sport (CNMS), en prévision des deux matchs amicaux face à l'équipe nationale A et l'équipe nationale locale (A›)», lit-on dans le communiqué du CNMS Et d'ajouter : «Toutes les conditions nécessaires ont été réunies, tant en matière d'équipements médicaux que de ressources humaines spécialisées, afin de garantir des examens conformes aux standards internationaux en médecine du sport».

«Cet accueil reflète l'engagement du Centre à soutenir les sportifs africains et à leur offrir un environnement de santé optimal, contribuant à l'amélioration de la performance physique et à la prévention des blessures», a conclu le CNMS. La sélection rwandaise disputera deux matchs amicaux face à l'équipe nationale A, le jeudi 5 juin au stade Chahid Hamlaoui de Constantine (17h00), puis face à la l'équipe national locale (A›), le lundi 9 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00).

Des techniciens algériens dans le camp adverse !

AU-DELÀ de l'objectif de remporter le premier match amical face au Rwanda, prévu le 5 juin à Constantine, le sélectionneur de l'Algérie, Vladimir Petkovic, devra également faire face à un défi particulier : celui de battre un staff technique rwandais majoritairement composé de compétences algériennes. En effet, les responsables du football rwandais ont fait appel, début mars dernier, à l'entraîneur algérien Adel Amrouche pour occuper le poste de sélectionneur national. Ils ont également fait appel à quatre autres techniciens algériens et leur ont confié la tâche d'observer ce match Algérie-Rwanda, en enregistrant les données et les informations les plus importantes sur les joueurs de l'équipe nationale rwandaise. Une astuce intelligente, en s'appuyant sur les moyens techniques et numériques les plus récents pour cette mission de « reconnaissance ». Les autres techniciens algériens observateurs au profit du Rwanda sont : Abdenour Hamissi, qui a auparavant œuvré dans le championnat national, entraînant plusieurs clubs, notamment le Mouloudia d'El Bayadh et Amal Arbaâ ; ainsi que Bachir Bouzid, Bilal Manea et Mohamed Yacine Boumediene. Par ailleurs, et pour rappel, il faut noter que l'équipe nationale rwandaise, qui participe aux éliminatoires de la Coupe du monde 2026, est classée deuxième, derrière l'Afrique du Sud, qui est en tête de son groupe, devant le Nigeria, classé quatrième. Il reste quatre matchs aux six sélections composant ce groupe. Ce qui veut dire que le Rwanda est dans l'obligation de bien gérer les derniers matchs de son groupe pour avoir plus de chances de se qualifier.



Interview FAF : Nabil Bentaleb, le retour d'un miraculé chez les Verts

Nabil Bentaleb retrouve enfin le maillot vert, un an après sa dernière convocation. Victime d'un malaise cardiaque en juin de l'année dernière, l'international algérien (53 sélections, 5 buts) fait son grand retour en sélection à l'occasion des matchs amicaux face au Rwanda et à la Suède. De retour à la compétition depuis février aveec le LOSC, le milieu de terrain de 30 ans s'est livré avec émotion au média de la FAF, évoquant son épreuve, sa renaissance et son attachement indéfectible à l'équipe nationale.



«C'est toujours un plaisir de retrouver la sélection, surtout après un long moment de pause. C'est une grande fierté et un grand honneur de revenir parmi les Verts », a-t-il confié, conscient de la portée symbolique de ce retour. L'ancien joueur de Tottenham et de Schalke 04 retrouve le groupe national avec une détermination intacte, mais aussi une gratitude profonde.

UN ÉPISODE TRAUMATIQUE QUI A MARQUÉ SA VIE

Bentaleb est revenu sans détour sur le moment qui a failli lui coûter la vie : « J'ai fait un malaise en juin dernier, quelques jours après être retourné de sélection. Ça s'est passé sur un terrain à l'extérieur. C'est mon frère qui m'a réanimé. »

« Il y a eu tout un protocole à suivre avec les cardiologues, pour s'assurer que je sois dans un environnement sain. On a passé toutes les étapes. Le plus important, c'est la santé », ajoute-t-il. Grâce à un suivi médical rigoureux et le soutien de ses proches, il a pu retrouver les terrains en février, un exploit en soi.

LE SOUTIEN DES ALGÉRIENS, MOTEUR DE SA RÉSILIENCE

Le joueur n'a pas manqué d'exprimer sa reconnaissance envers le peuple algérien : « Je remercie tous les Algériens pour les messages de soutien. Vous m'avez beaucoup aidé dans cette période compliquée. » Une vague de solidarité populaire qui, selon lui, a été déterminante dans sa rééducation et son retour progressif à la compétition.

Malgré les épreuves, Bentaleb reste animé par une ambition claire : retrouver les sommets avec les Verts. « Mon objectif, c'est toujours de revenir en équipe nationale. On sait qu'il faut être bon en club, car il n'y a pas de traitement de faveur ici », souligne-t-il. Et d'ajouter : « Pour moi, barrer les échecs passés, ça passe forcément par une qualification à la Coupe du Monde 2026. On ne l'a fait qu'en 2014. Il est temps d'y retourner. »

UNE CAN EN LIGNE DE MIRE, CHAQUE MATCH COMPTE

Évoquant les prochains rendez-vous amicaux, il rappelle l'importance de créer une dynamique positive : « En Algérie, il n'y a pas de matchs amicaux. Chaque match est important. On se prépare déjà pour le stage de septembre et pour arriver prêts à la prochaine CAN-2025. » Déterminé à aider l'équipe à performer, il veut aborder chaque rencontre avec le même sérieux, la même envie.

Mercato : La valeur de Gouiri est montée sur le marché

AMINE Gouiri a connu une nette progression de sa valeur marchande au cours de la seconde moitié de la saison, suite à son transfert à l'Olympique de Marseille. Arrivé au club phocéen fin janvier, Gouiri a rapidement démontré toute l'étendue de son talent et son importance dans l'effectif de l'OM. Selon les données récentes du site spécialisé Transfermarkt, la valeur financière d'Amine Gouiri a grimpé de 20 millions d'euros à 30 millions d'euros. Cette hausse significative reflète ses performances remarquables avec Marseille. En effet, en seulement 14 matchs disputés sous ses nouvelles couleurs, le joueur de 25 ans a inscrit 10 buts et délivré 3 passes décisives. Ces statistiques impressionnantes ont largement contribué au succès collectif de l'équipe.Grâce à ses réalisations, Gouiri a joué un rôle clé dans la qualification de l'Olympique de Marseille pour la Ligue des Champions. De plus, il a aidé le club à décrocher une très belle deuxième place en Ligue 1, juste derrière le Paris Saint-Germain, ce qui constitue un exploit majeur pour l'OM cette saison.Cette progression dans la valeur marchande de Gouiri témoigne non seulement de ses qualités individuelles, mais aussi de son adaptation rapide et efficace dans un club ambitieux. Sa montée en puissance fait de lui l'un des joueurs les plus suivis du championnat français et un élément clé dans les ambitions européennes de Marseille. Amine Gouiri a confirmé qu'il est un atout majeur pour l'OM, capable de faire la différence sur le terrain et d'attirer l'attention sur le marché des transferts. Son évolution valorise encore davantage sa place parmi les talents algériens évoluant en Europe.

EN : ABDELLI ET GUITOUN LIBÉRÉS DU STAGE PAR PRÉCAUTION

Le sélectionneur national Vladimir Petkovic a décidé, dans la soirée du mardi 3 juin, de libérer les deux internationaux algériens Himad Abdelli et Kevin Guitoun du stage en cours de l'équipe nationale,Cette décision intervient à la suite des tests physiques effectués par les deux joueurs. En tenant compte de la période délicate de fin de saison, souvent synonyme d'accumulation de fatigue et de risques de blessure, le staff technique a estimé qu'il était plus judicieux de permettre à Abdelli et Guitoun de se reposer pleinement afin de préserver leur intégrité physique. Bien que leur présence ait été initialement attendue pour les deux matchs amicaux face au Rwanda, prévu le 5 juin, et contre la Suède, le 10 juin prochain, les deux joueurs manqueront finalement ces rendez-vous. Cette absence est donc avant tout une mesure de précaution et ne résulte pas d'une blessure grave.

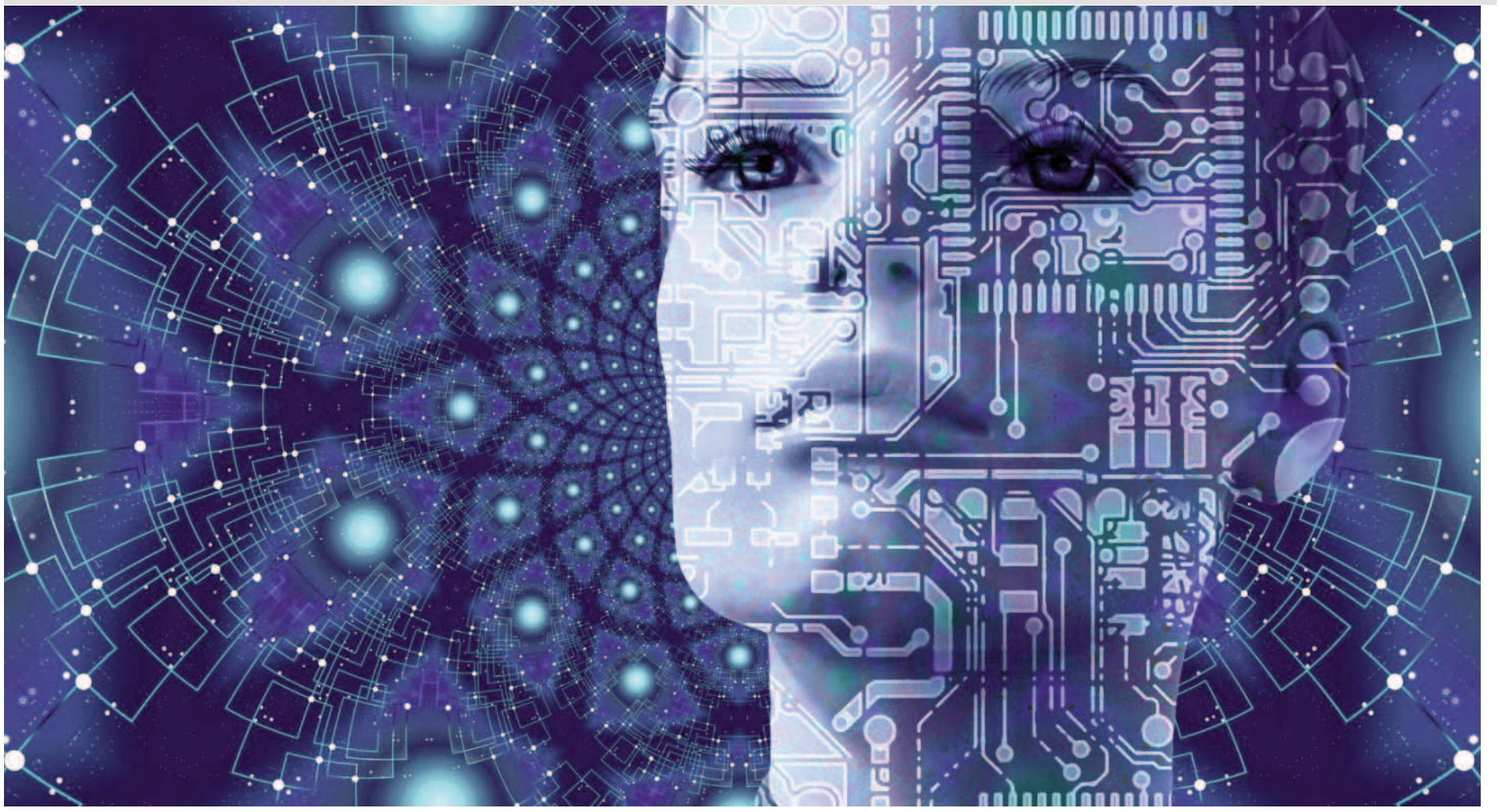
Ce choix de Vladimir Petkovic s'inscrit dans une gestion mesurée de l'effectif, à un moment où plusieurs joueurs arrivent fatigués après une longue saison en club.



Le technicien bosnien privilégie ainsi la récupération et la santé des joueurs, en vue des prochaines échéances officielles de l'équipe nationale. Le reste du groupe poursuivra donc sa préparation en vue des deux joutes amicales, qui serviront de test grandeur nature pour les Fennecs avant les prochains défis, notamment la CAN 2025.

Ligue 1 : Le CSC assure son maintien et n'a plus rien à jouer

LE CS CONSTANINE n'a désormais plus rien a jouer après avoir assuré son maintien en battant l'USM Khenchela au stade Benabdelmalek. Les hommes de Madoui on enfin liquidé hier leur dernier match en retard de la saison en recevant l'USM Khenchela pour cette rencontre comptant pour la 24e journée de Ligue 1.L'USMK n'a pas encore assuré sa place dans l'élite la saison prochaine et c'est donc elle qui ouvre le score à la 25e minute par Boumechra (but non filmé par l'ENTV), à la grande colère des supporters locaux. Finalement Temine égalise en s'y reprenant à deux fois devant le gardien Litim, après un centre au cordeau de Baouche (35e). En deuxième mi-temps le CSC obtient un coup-franc et Rebiai le transforme avec une belle frappe en lucarne (51e). En fin de de matchs les deux gardiens ont brillé, Boussouf pour le CSC d'une superbe parade pour empêcher l'égalisation, puis Litim par deux fois. Avec 36 points le CSC est maintenu à 99%, ne pouvant qu'être rattrapé par le NC Magra qu'il va rencontrer bientôt. En revanche, les Sanafirs ne peuvent plus prétendre au podium non plus. Pour l'équipe de Khenchela, il faudra prendre des points à domicile lors du prochain match pour soufler.



L'essor des collaborations humaines et artificielles, un nouveau cap !

De la prise de décision automatisée aux graphes de connaissances, l'IA redéfinit les règles du jeu dans les entreprises. Mais derrière ces avancées se cachent des défis de taille : expliquer ses décisions, garantir la fiabilité des résultats et limiter son impact environnemental.

Dans un contexte d'évolution rapide de l'intelligence artificielle, 2025 promet d'être une année de progrès remarquables. Alors que beaucoup se concentrent sur les usages de l'IA, un examen plus approfondi révèle que nous sommes à l'aube d'un changement de paradigme. Nous assistons non seulement à la montée en puissance de machines intelligentes, mais aussi aux premiers pas d'un avenir où l'IA transcendera les capacités humaines ou a minima certaines de ses capacités.

Une étape (de plus) vers l'IA généralisée

L'une des évolutions les plus passionnantes en 2025 sera l'utilisation généralisée de plusieurs agents d'intelligence artificielle travaillant en tandem ; une étape qui nous rapproche de la Singularité, même si nous ne l'atteindrons pas en 2025 et qu'elle peut être même qualifiée d'utopie par certains spécialistes IA. Mais nous assisterons à un changement fondamental dans le mode de fonctionnement de l'IA. Au lieu de s'appuyer sur un seul modèle d'IA pour générer des idées ou prendre des décisions, plusieurs modèles d'IA générative se recouperont, comparant leurs résultats pour améliorer la précision et réduire les erreurs ou les « hallucinations ».

Ce concept d'agents d'IA qui « parlent » entre eux est incroyablement prometteur pour améliorer la fiabilité des connaissances générées par l'IA. Cela nous rapproche d'un avenir où l'IA pourra créer, valider et affiner des idées de manière autonome. Toutefois, cette évolution s'accompagne d'un nouveau point de vigilance autour de la question centrale de la confiance : comment pouvons-nous nous assurer que les résultats d'une IA sont suffisamment crédibles pour être validés par une autre ?

La transparence comme la responsabilité seront essentielles pour que cette approche soit réellement efficace. Les entreprises devront exiger des explications de la part des systèmes d'IA et comprendre le raisonnement qui sous-tend chaque décision prise par les modèles. Sans ces garanties, une IA non contrôlée risque de générer des informations inexactes ou biaisées que d'autres systèmes pourraient accepter aveuglément, ce qui pourrait conduire à une diffusion plus rapide de la désinformation.

L'IA en tant que partenaire de confiance dans les entreprises

Au fil de son évolution, l'IA générative s'affirmera comme un partenaire de confiance pour les entreprises en prenant en charge des tâches automatisées plus complexes. Elle permettra aux collaborateurs de se concentrer sur des rôles plus stratégiques et plus gratifiants et s'engager dans des tâches créatives telles que la résolution de problèmes et la prise de décision.

La nécessité pour l'IA d'être transparente dans ses processus de décision deviendra une exigence non négociable pour les entreprises. Cette évolution vers une IA explicable contribuera à résoudre le problème de longue date des modèles d'IA perçus comme des « boîtes noires ». Elle permettra à l'IA de fonctionner comme un outil réactif et un partenaire proactif dans la stratégie de l'entreprise. En élaborant diverses hypothèses, en proposant un processus de vérification et en présentant la validité d'une conclusion, l'IA pourra formuler des « hypothèses » créatives et découvrir de nouvelles règles que les humains ne pouvaient pas imaginer.

Cette évolution vers une IA qui raisonnera et expliquera, sera essentielle pour prendre des décisions d'entreprise de plus en plus complexes et contribuera à renforcer la confiance dans les systèmes d'IA en tant qu'assistants fiables et responsables.

L'adoption à grande échelle de l'IA et les préoccupations en matière de durabilité

Les LLM (Large Language Model) vont s'imposer dans les entreprises dans les 12 à 18 prochains mois car ils excellent dans la compréhension des données non structurées (jusqu'à 90 % de toutes les données d'entreprise), ce qui en fait des outils inestimables pour obtenir des informations à partir de vastes ensembles de données. Pour en tirer pleinement parti, il sera crucial de transformer ces données en formats structurés, comme des graphes de connaissances, afin de les rendre plus accessibles au traitement et à l'analyse par l'IA.

À mesure que les LLM s'intègrent dans les activités quotidiennes des entreprises, l'un des plus grands défis sera de gérer la consommation d'énergie et l'empreinte carbone associées au fonctionnement de ces systèmes d'IA à grande échelle. Le développement de modèles plus économes en énergie est indispensable pour rendre cette technologie durable et rentable.

Les 12 prochains mois seront déterminants pour l'avenir de l'IA. Nous assistons à l'essor rapide des entreprises alimentées par l'IA. Il est de notre responsabilité de veiller à ce que les principes d'éthique, de transparence et de responsabilité guident ces avancées. L'avenir de l'IA n'est pas seulement une question de progrès technologique ; il s'agit de construire un avenir où l'IA, avec son potentiel d'autonomisation et de bénéfice pour l'ensemble de l'humanité, nous remplit d'espoir et d'optimisme.

Une campagne de malvertising a infecté plus d'un million d'appareils

EN EXPLOITANT des publicités intégrées à des vidéos sur des sites de streaming illégaux, Storm-0408 a orchestré une campagne sophistiquée de malvertising touchant plus d'un million d'appareils. Microsoft vient de publier un rapport détaillé de cette campagne massive qui rappelle à tous les risques majeurs véhiculés par les sites de piratage de films et retransmissions sportives.

L'attaque aurait commencé dès décembre sur des sites illégaux de streaming pirate (notamment de streaming sportif et de films) où les cybercriminels ont intégré des redirecteurs malveillants dans les publicités affichées pendant la lecture des vidéos. Lorsqu'un utilisateur clique sur ces publicités trompeuses (pensant souvent en réalité simplement lancer le streaming), il est redirigé à travers plusieurs sites intermédiaires vers des dépôts malveillants hébergés principalement sur GitHub, mais aussi sur Discord et Dropbox.

« Les sites de streaming intégraient des redirecteurs de malvertising directement placés dans les contenus vidéos pour générer des revenus par vue ou par clic », explique l'équipe de Microsoft Threat Intelligence dans son rapport technique.

L'attaque se déroule en quatre phases distinctes :

– Phase initiale : Téléchargement d'un logiciel malveillant depuis GitHub qui sert de « dropper » pour les étapes suivantes

– Deuxième phase : Collecte d'informations système (taille de la mémoire, détails graphiques, résolution d'écran, système d'exploitation) et exfiltration de ces données

– Troisième phase : Déploiement de scripts PowerShell ou d'exécutables qui téléchargent des charges utiles supplémentaires

– Dernière phase : Installation de voleurs d'informations (spywares) et de logiciels de contrôle à distance

Parmi les logiciels malveillants déployés à l'occasion de cette vaste campagne figurent notamment :

– Lumma Stealer : Un malware qui extrait les identifiants de connexion et les données des navigateurs

– Doenerium (version mise à jour) : Un voleur d'informations avancé.

Le Département du Gard en expérimentation sur Copilot

LA COLLECTIVITÉ du Gard dispose depuis fin 2024 de 150 licences Microsoft Copilot, dont 60 attribuées aux directeurs et directeurs adjoints du département. Des formations ont préparé l'expérimentation et l'adoption à 98%.
L'IA a trouvé de premières applications dans les collectivités françaises, notamment au sein des territoires connectés. C'est aussi ce dont témoignait en mars un rapport d'information du Sénat, qui pointait en parallèle de nombreux défis à l'adoption.
Dans le département du Gard, le déploiement de l'intelligence artificielle n'en n'est pas encore au stade de la démocratisation.
La collectivité se situe encore en phase d'expérimentation en matière d'assistant pour la productivité individuelle.

Copilot pour les dirigeants, la DSI et les différentes directions

En effet, le Gard a déployé depuis novembre 2024 un total de 150 licences Microsoft Copilot, en collaboration avec l'ESN Blue Soft. La fourniture de l'assistant GenAI de l'éditeur américain est très ciblée pour le moment.
Parmi les 150 licences disponibles, 60 sont réservées aux directeurs et directeurs adjoints de la collectivité. Pour tester différents scénarios d'usage, 70 autres licences sont réparties entre les directions.
Les licences restantes sont utilisées au sein de la DSI du département. Le partenaire technologique du projet, Blue Soft, annonce un taux d'adoption de 98%. Un chiffre élevé pour ce type d'assistant, souvent délaissé au fil des mois d'après des témoignages.

Des ateliers pour préparer l'usage en autonomie

Le Gard, au contraire, afficherait un fort score d'usage et "l'outil est désormais entré dans le quotidien de ces collaborateurs cadres", est-il précisé
C'est plus particulièrement vrai pour certaines fonctionnalités : tri et résumé de mails, création de documents de travail, comptes-rendus de réunions, recherche de documents...
Pour expliquer le haut taux d'adoption et une utilisation "en toute autonomie" de Copilot, le département fait savoir que l'expérimentation a été accompagnée d'ateliers. Co-animés par Blue Soft et la DSI, ces ateliers traitaient de différents cas d'usage et thèmes (prompting, messagerie, production bureautique, etc.).

Pas d'agenda pour une généralisation de l'assistant

Pour Pierre Chambon, Data Developer de la collectivité départementale, l'adoption d'un assistant génératif comme Copilot s'inscrit dans la "démarche d'amélioration continue et d'innovation en matière de nouvelles technologies."
Copilot vise ainsi à tester "des solutions pour faciliter le travail des agents et leur permettre de se concentrer sur leurs missions les plus importantes." A ce stade, le Gard qualifie les premiers retours de "très positifs", notamment concernant l'amélioration de la charge mentale des utilisateurs.
"A terme, nous souhaitons nous servir de ces premiers tests internes concluants et intégrer cette technologie dans le quotidien des agents", déclare Pierre Chambon.
Ni la DSI ni les responsables du département n'annoncent cependant de calendrier pour un déploiement à l'échelle de Copilot.



Microsoft dévoile une faille « zéro-day » importante, mais néglige les ordinateurs sous Windows 10

Le dernier patch Tuesday vient d'être publié. Il contient un correctif pour une faille « zero-day » importante. Une mise à jour à installer au plus vite, car la faille est déjà exploitée.

Microsoft vient de dévoiler des informations sur une nouvelle faille « zero-day » dans Windows, qui affecte Windows 10 et Windows 11. Cette faille, classée avec un niveau de sévérité « important », est déjà exploitée par des cybercriminels. Microsoft a publié un correctif dans le patch Tuesday cette semaine, mais il ne s'applique pas à tous les ordinateurs affectés.
La faille en question porte la référence CVE-2025-29824 et se situe au niveau du pilote du système commun de fichiers journaux (CLFS). Elle est de type élévation de privilège, ce qui signifie qu'une attaque peut s'en servir pour obtenir un accès de niveau système, et ce sans la moindre action de l'utilisateur. Cela permet ensuite de prendre le contrôle de l'ordinateur et d'installer des malwares.

Une faille déjà exploitée pour des rançons

Microsoft a déjà repéré des cas d'exploitation de cette faille, attribués au groupe RansomEXX, aussi connu sous le nom Storm-2460 et spécialisé dans les ransomwares (ou rançongiciels). Ils ont pu installer le backdoor PipeMagic, une porte dérobée qui permet un accès facile au système. Ils ont ensuite chiffré un certain nombre de fichiers et laissé un fichier texte avec la demande de rançon. Le groupe aurait visé « des organisations dans les secteurs des technologies de l'information (TI) et de l'immobilier aux États-Unis, le secteur financier au Venezuela, une société de logiciels espagnole et le secteur de la vente au détail en Arabie saoudite », selon Microsoft.
Cette faille, bien que toujours présente, n'est pas exploitable en l'état sur Windows 11 du moment que le système a été mis à jour vers la version 24H2 d'octobre dernier. Toutefois, Windows 11 24H2 n'est toujours pas disponible sur tous les ordinateurs, qui devront donc installer le nouveau correctif, qui porte la référence KB5055523 (Windows 11 24H2) ou KB5055528 (Windows 11 22H2 et 23H2) dès que possible. Microsoft indique ne pas avoir encore publié de correctif pour Windows 10, mais le fera « dès que possible ».
En attendant, le patch Tuesday pour Windows 10, à savoir KB5055518, corrige plusieurs autres failles, dont certaines sont critiques.

Google disait que c'était « inacceptable »... mais autorise à nouveau le fingerprinting

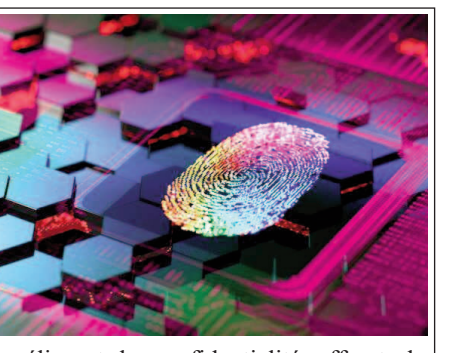
Le débat sur la protection de la vie privée en ligne s'intensifie alors que Google autorise désormais le fingerprinting. Cette technique de traçage, autrefois critiquée par le géant de la technologie lui-même, permet aux annonceurs de collecter davantage de données sur les utilisateurs. Quels sont les enjeux de ce revirement et pourquoi suscite-t-il autant d'inquiétudes ?
La politique de Google concernant la collecte de données en ligne connaît un tournant significatif.
Depuis avril 2025, l'entreprise autorise officiellement le fingerprinting, une méthode de traçage numérique permettant d'identifier les utilisateurs sur internet. Ce changement marque un revirement notable pour Google qui avait pourtant qualifié cette pratique de « contraire au choix des utilisateurs » en 2019. Cette décision soulève des questions fondamentales sur l'équilibre entre rentabilité publicitaire et respect de la vie privée des internautes.

Le fingerprinting numérique, cette technologie controversée

Le fingerprinting consiste à recueillir diverses informations techniques sur l'appareil et le navigateur d'un utilisateur pour créer une « empreinte digitale » unique. Contrairement aux cookies que l'on peut facilement supprimer, cette méthode compile des données comme la taille d'écran, les paramètres de langue, le type de navigateur, le niveau de batterie et même le fuseau horaire.
Martin Thomson, ingénieur chez Mozilla, concurrent direct de Google, explique le problème fondamental : « En autorisant le fingerprinting, Google s'octroie - ainsi qu'à l'industrie publicitaire qu'il domine - la permission d'utiliser une forme de traçage que les utilisateurs peuvent difficilement bloquer ». Cette méthode de collecte se distingue des cookies traditionnels par son caractère quasi invisible pour l'utilisateur moyen.
L'adresse IP, cet identifiant unique de chaque appareil connecté, fait également partie des données nouvellement autorisées pour le ciblage publicitaire. Ces informations, bien que nécessaires au fonctionnement des sites web, deviennent problématiques lorsqu'elles sont exploitées à des fins publicitaires sans consentement explicite des utilisateurs.

La justification économique face aux préoccupations éthiques

Google défend sa nouvelle position en évoquant l'évolution des usages numériques. Selon l'entreprise, la multiplication des appareils connectés comme les téléviseurs intelligents et les consoles rend plus difficile le ciblage publicitaire traditionnel basé sur les cookies.
Dans un communiqué adressé à la BBC, Google affirme que « les technologies



améliorant la confidentialité offrent de nouvelles façons pour nos partenaires de réussir sur les plateformes émergentes... sans compromettre la vie privée des utilisateurs ».
Cette justification ne convainc pas Lena Cohen, spécialiste technologique à l'Electronic Frontier Foundation, qui dénonce « la priorisation continue des profits au détriment de la vie privée » par Google. Elle souligne également que « les mêmes techniques de traçage que Google juge essentielles pour la publicité en ligne exposent également les informations sensibles des individus aux courtiers en données, aux entreprises de surveillance et aux forces de l'ordre ».
Pete Wallace, expert de la société de technologie publicitaire GumGum, considère que le fingerprinting se situe dans « une zone grise » de la protection des données. Il observe un changement d'orientation dans l'industrie, passant d'une « approche centrée sur le consommateur à une approche centrée sur l'entreprise » concernant l'utilisation des données personnelles.

La montre la plus chère jamais vendue !



LES TROIS montres les plus chères au monde sont des montres pour femme

Le monde de l'horlogerie de luxe nous a habitués à ses prouesses technologiques de même que par ses prix ! Des centaines, des milliers et parfois des millions d'euros sont mis en jeu dans une simple montre. Simple ? Pas si sûr. Voici le top 3 des montres les plus chères de l'Histoire :

1. L'Hallucination de chez Graff Diamonds

Dévoilée lors de l'édition de 2014 de la Baselworlds, la montre Hallucination ne dénombre pas moins de 110 carats de diamants. D'après les dires de la maison Graff Diamonds à l'origine de ce bijou, les diamants exploités sont d'une extrême rareté ce qui explique son prix avoisinant les 55 millions de dollars. Bien sûr, peu de porte-monnaie ne peuvent se permettre un tel cadeau, d'autant plus que l'objet n'existe qu'en un seul exemplaire. Mais pour les fanas de montres, retrouvez la collection des plus beaux modèles présentés lors de la dernière foire de Bâle sur le site spécialisé Chrono24.

2. La Fascination de la même maison

Autre édition de la Baselworld, autre bijou : en 2015 la même maison Graff Diamonds nous a dévoilé sa montre nommée Fascination. Encore une montre-bijou totalisant cette fois près de 153 carats de diamants pour un montant total avoisinant les 40 millions de dollars. D'après Laurence Graff, fondateur et président dans la maison, la recherche et l'exploitation des diamants les plus précieux sont à la base de tout le travail de la société, et le résultat « rend hommage à [leur] savoir-faire joaillier » (source : themilliardaire.com).

3. La 201 carats de la maison Chopard

Sur la troisième marche du podium des montres les plus chères du monde, on retrouve un bijou de la maison Chopard : la « 201 Carats ». Comme son nom l'indique, la montre réunit en elle seule 201 carats de diamants. Mise en vente à 25 millions de dollars, elle représente un assemblage original d'une multitude de diamants surmontés de trois autres qui prennent la forme de cœurs, de quoi en faire rêver plus d'une !

Le citron contient plus de sucre que la fraise !



CELA parait assez étrange, mais le citron est plus sucré que la fraise, en effet, 100 g de citron contiennent 8 g de glucide alors il n y a que 7 g de glucide dans 100 g de fraise. En fait, c'est l'acide citrique présent en abondance dans cet agrume qui camoufle le gout du sucre et qui empêche les chémorécepteurs situés sur notre langue de détecter cette substance de saveur douce dans le citron.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Un homme arrêté à l'aéroport de Mumbai avec 47 serpents venimeux dans ses bagages

•

Les autorités indiennes ont arrêté un homme qui tentait d'introduire clandestinement des reptiles rares dans le pays. Parmi eux figuraient 47 serpents venimeux retenus dans un sac en papier, placé dans ses bagages.

Un Indien, de retour de Thaïlande, a été arrêté par les douanes à l'aéroport de Mumbai dimanche. Il avait caché des dizaines de reptiles rares dans ses bagages enregistrés.

Vipères et couleuvres

Les services de douane ont publié des photos des animaux sur X et ont indiqué avoir saisi 3 vipères-araignées à cornes, 5 tortues épineuses d'Asie et 44 vipères à fossettes indonésiennes. On ignore encore où et comment l'homme s'est procuré ces animaux. Il n'est pas illégal d'introduire des animaux en Inde, mais une loi visant à protéger la faune et la flore interdit l'importation de certaines espèces. Les passagers doivent également présenter une autorisation et un justificatif avant de pouvoir importer des animaux. Ce n'est pas la première fois que des personnes sont arrêtées dans le pays avec des bagages litigieux du genre. En janvier dernier, les autorités ont intercepté un Canadien à l'aéroport de Delhi avec un crâne de crocodile dans ses affaires. Un mois plus tard, les douaniers de l'aéroport de Mumbai ont trouvé cinq gibbons siamang, une petite espèce de singe, sur un passager.

Des robots humanoïdes qui s'affrontent dans des combats de boxe ? Voilà ce que ça donne

DES ROBOTS humanoïdes se sont affrontés pour la première fois sur un ring. Ces combats ont eu lieu dimanche dans la ville de Hangzhou, en Chine, rapporte le Global Times. L'événement, organisé par le China Media Group (CMG), portait le nom de World Robot Contest : Mech Combat Arena Competition. Il visait à mettre en lumière les prouesses technologiques des entreprises chinoises de robotique, notamment Unitree Robotics.

Pas toujours bien affûtés

Le combat constitue un bon moyen pour les ingénieurs de tester les capacités de leurs machines, qui doivent non seulement attaquer selon une stratégie, mais aussi savoir se défendre. Deux types d'affrontements étaient proposés : des démonstrations de robots humanoïdes exécutant des mouvements de combat et des duels de robots contrôlés à distance par des humains. Les robots ont démontré toutes leurs qualités : directs, crochets, coups de pied latéraux et rotatifs. Toutefois, comme on peut le voir sur les images relayées, leur aisance reste relative. Certains manquent régulièrement leur cible.

Bitcoin

Le bitcoin bat un nouveau record atteignant presque les 110.000 dollars

ENVOLÉE•Le bitcoin a franchi un nouveau sommet à 109.856 dollars, dopé par l'optimisme lié à la réglementation des cryptomonnaies aux Etats-Unis et à l'atténuation de la guerre commerciale initiée par Trump

La reine des cryptomonnaies s'envole à nouveau.

Le bitcoin a battu mercredi un nouveau record historique, atteignant les 109.856 dollars, porté par un regain d'optimisme sur la scène politique américaine et l'apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires.

Ce seuil dépasse son précédent pic du 20 janvier, jour de l'investiture de Donald Trump à la présidence américaine. Après un passage à vide lié à l'attente de mesures concrètes pro-cryptos, la devise numérique profite aujourd'hui d'un contexte géopolitique plus apaisé et d'avancées réglementaires outre-Atlantique.

Atténuation de la guerre commerciale

« Le large soutien bipartisan sur la réglementation des stablecoins aux Etats-Unis offre un climat favorable », explique John Plassard, analyste chez Mirabaud, soulignant que les démocrates se sont alignés sur un cadre proposé par les républicains.

Ces actifs numériques, perçus comme plus stables que les cryptos spéculatives telles que le bitcoin, ouvrent la voie à une meilleure intégration du secteur dans la finance traditionnelle.

« Les cryptos étaient peut-être en retard par rapport aux marchés actions qui ont déjà dépassé leurs niveaux d'avant crise », analyse Stéphane Ifrah, de Coinhouse, observant un « phénomène de rattrapage » en cours sur le marché des devises numériques.



L'essor des ETF en soutien du bitcoin

La reprise du bitcoin est aussi soutenue par l'essor des ETF indexés sur les cryptomonnaies, attirant des flux de capitaux nouveaux. Cette montée en puissance contraste avec les inquiétudes du début d'année, où le bitcoin avait chuté sous les 75.000 dollars, plombé par la volatilité ambiante et les incertitudes géopolitiques. Le secteur reste cependant marqué par des scandales récents : en février, le président argentin Javier Milei a été mis en cause pour sa promotion de la cryptomonnaie $Libra

Des lichens ont été plongés dans les conditions de la vie sur Mars, et les résultats ont surpris tout le monde

Connus pour leur tolérance aux environnements extrêmes tels que les déserts et les régions polaires, les lichens sont depuis longtemps considérés comme les principaux candidats à l'implantation sur Mars. Un test réalisé par des scientifiques polonais a d'ailleurs dépassé certaines espérances. Mais sur leur planète d'origine, ces sentinelles de l'environnement sont menacées d'extinction…



Que l'on parle d'une planète ou d'un satellite naturel, le monde vivant semble receler des organismes dotés de capacités leur permettant de survivre ailleurs que sur Terre. Cela pourrait être le cas, par exemple, de deux plantes de l'Antarctique a priori suffisamment robustes pour pousser sur la Lune, selon une récente étude.

Toutefois, avec son atmosphère très fine, ses températures glaciales – moins 60 °C en moyenne – et le déluge de radiations qui bombarde sa surface en permanence, Mars, l'une des quatre planètes rocheuses du système solaire, pose des défis qui paraissent difficiles à surmonter (Centre national d'études spatiales).

Publiée le 31 mars dans la revue IMA Fungus par une équipe polonaise (K. Skubała et al., 2025), une nouvelle étude met cependant en évidence la capacité de certains lichens à survivre sur la surface martienne, "remettant en cause les hypothèses précédentes selon lesquelles cette planète serait inhabitable" (communiqué de Pensoft, éditeur de la revue).

5 heures dans des conditions similaires à celles de Mars

Les lichens constituent en fait une symbiose entre d'un côté, un champignon microscopique, et de l'autre, des algues ou des bactéries photosynthétiques.

Les auteurs de l'étude se sont intéressés à deux espèces de lichens, Diploschistes muscorum et Cetraria aculeata.

Sélectionnées pour leurs caractéristiques contrastées, ces candidates ont été exposées pendant cinq heures à des conditions similaires à celles de Mars en termes de composition atmosphérique, de pression, de fluctuations de température et de rayons X.

D'après les résultats publiés, les champignons constitutifs de ces symbioses sont restés "métaboliquement actifs" lorsqu'ils ont été exposés aux conditions atmosphériques martiennes dans l'obscurité.

Et ce, y compris lorsque les niveaux de rayonnement X correspondaient à ceux attendus sur la planète rouge au cours d'une année de "forte activité solaire".

Vérifier l'impact d'une exposition chronique aux radiations

Ainsi, les lichens, et en particulier D. muscorum, pourraient "potentiellement" survivre sur Mars malgré les fortes doses de rayons X associées aux éruptions solaires et aux particules énergétiques qui atteignent la surface de la planète, concluent les auteurs – qui soulignent néanmoins la nécessité de mener des études "à plus long terme" sur l'impact d'une exposition chronique aux radiations.

"Notre étude est la première à démontrer que le métabolisme du partenaire fongique [champignon, NDLR] dans la symbiose lichénique reste actif dans un environnement ressemblant à la surface de Mars", commente Kaja Skubała, première auteure de l'article, dans le communiqué.

Sur la planète bleue, les lichens sont considérés comme d'importantes sentinelles de l'environnement : "particulièrement sensibles" à la qualité de l'air, ils permettent en effet, à l'instar d'une plante cousine de l'ananas testée comme indicateur au Chili, "d'évaluer la présence de polluants atmosphériques" (France Bleu). Or, nombre d'entre eux sont menacés d'extinction.

42 mètres, la profondeur d'un immense lac aujourd'hui disparu dans l'un des plus grands déserts du monde



LE DÉSERT du Rub al-Khali, situé en majorité en Arabie Saoudite, abritait autrefois un immense lac qui a pu atteindre 42 mètres de profondeur à son apogée, il y a 8 000 ans, révèle une étude. Cette abondance d'eau douce a permis "l'épanouissement de prairies et de savanes, facilitant la migration humaine jusqu'au retour de la sécheresse" (université de Genève).

lus nous explorons les déserts, plus nous faisons des découvertes", nous a récemment confié Anthony Herrel, directeur de recherche CNRS, spécialiste en biologie de l'évolution au Muséum national d'Histoire naturelle et membre du commissariat scientifique de l'exposition "Déserts" (du 2 avril au 30 novembre 2025 à la Grande Galerie de l'Évolution du Jardin des Plantes, Paris). Injustement considérés comme "vides", ces habitats caractérisés par le manque d'eau à l'état liquide – et pas forcément par le manque d'eau tout court, comme on le voit dans les "déserts de glace" abritent en réalité des formes de vie exceptionnellement diversifiées.

Tout aussi surprenant est leur passé, plus ou moins lointain…

C'est le cas, par exemple, du Rub al-Khali (dont le nom signifie 'Quart Vide'), l'un des plus grands déserts de sable au monde, situé sur la péninsule Arabique.

Aujourd'hui aride, ce territoire de près de 650 000 kilomètres carrés abritait autrefois un vaste lac et des rivières, selon une étude publiée par une équipe internationale dans la revue Communications, Earth and Environment (A.S. Zaki et al., 2025).

Une période de fortes précipitations entre -11 000 et -5 500 ans

"Nos travaux mettent en évidence la présence d'un ancien lac, qui a atteint son apogée il y a environ 8 000 ans, de rivières et d'une grande vallée formée par l'eau", décrit Abdallah Zaki, premier auteur de l'étude, actuellement chercheur postdoctoral à l'Université du Texas, dans un communiqué de l'université de Genève (UNIGE) où il a exercé par le passé.

Ces points d'eau sont apparus durant "l'Arabie verte" – une période de fortes précipitations qui s'est étendue de moins 11 000 à -5 500 ans, à la fin de l'ère quaternaire. "On estime que le lac était massif, mesurant 1 100 km2 – soit près de deux fois la surface du Lac Léman – et 42 m de profondeur", précise Sébastien Castelltort, professeur en processus de surface à l'UNIGE, qui a dirigé les recherches.

"En raison de l'augmentation des précipitations, (le lac) a fini par céder, provoquant une grande inondation et creusant une vallée de 150 km de long dans le sol du désert", détaille le chercheur.

Prévoir les conséquences possibles du changement climatique actuel

Sur la base des sédiments et des reliefs, les scientifiques estiment que les fortes pluies qui ont alimenté ces anciens points d'eau proviennent de l'expansion vers le nord des moussons africaines et indiennes, indique le communiqué.

Ces phases humides, liées aux cycles orbitaux, ont favorisé la formation de prairies et de savanes, facilitant ainsi l'expansion humaine dans la péninsule Arabique.

"La formation de paysages lacustres et fluviaux, ainsi que de prairies et de savanes, aurait conduit à l'expansion des groupes de chasseurs-cueilleurs et des populations pastorales" sur la zone, relate Michael Petraglia, professeur à l'Université Griffith (Australie).

"La présence d'abondantes preuves archéologiques (…) le confirme", note-t-il. Puis, il y a 6 000 ans, cette région a connu une forte baisse des précipitations, ce qui aurait créé des conditions sèches et arides, forçant finalement ces populations nomades à se déplacer : "Ce récit (…), inscrit dans les roches et les paysages, est fondamental pour comprendre et prévoir les conséquences possibles du changement climatique actuel", souligne l'UNIGE.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Douleur abdominale : gauche, droite, cause, traitement

BIEN-ÊTRE

Une douleur à l'abdomen dite abdominale est fréquente chez la femme et l'homme, enfant comme adulte. On parle généralement de maux d'estomac ou de maux de ventre. Que cache une douleur à gauche ? A droite ? Quels sont les symptômes associés ? Quand faut-il consulter ? Quel traitement ?



L'omoplate est un os plat triangulaire, localisé au niveau de l'épaule, en haut du dos. On en a deux. L'omoplate droite ou gauche peut être douloureuse. Un point douloureux est souvent le signe d'une mauvaise posture, d'un nerf coincé, d'une luxation, d'une déchirure... Comment reconnaître une douleur à l'omoplate et comLes douleurs abdominales, que ce soit du côté gauche ou du côté droit concernent une grande partie de la population : environ 2 à 4 adultes sur 10 et 1 à 2 enfants sur 10 sont fréquemment affectés par des douleurs abdominales. Une douleur abdominale peut notamment être caractérisée par son caractère récurrent (on parle alors de douleur abdominale chronique) ou ponctuel (on parle alors de douleur abdominale aiguë). Quels sont les symptômes d'alerte ? Les différentes causes ? Qui et quand consulter ? Quels sont les meilleurs traitements ? Explications des symptômes et des solutions.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale aiguë ?

Une douleur abdominale aiguë et sévère est presque toujours le symptôme d'une maladie intra-abdominale. Elle peut être le seul signe de la nécessité d'une intervention chirurgicale et doit être rapidement prise en charge. Dans certains cas, elle peut aussi révéler une affection rénale, gynécologique, cardiaque, vasculaire, thoracique, et parfois métabolique. Les signes cliniques associés (fièvre, saignements, diarrhée, constipation, vomissements...) et les examens biologiques simples, la radiologie de l'abdomen sans préparation, l'échographie ou le scanner abdominale permettent d'orienter le diagnostic.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale chronique ?

Une douleur abdominale chronique est définie par une douleur persistante pendant plus de 3 mois, de façon continue ou intermittente. Une douleur intermittente peut être assimilée à une douleur abdominale récurrente. Elle peut survenir à tout moment après l'âge de 5 ans. Jusqu'à 10% des enfants nécessitent un bilan pour une douleur abdominale récurrente et environ 2% des adultes, majoritairement des femmes, ont une douleur abdominale chronique. Un plus grand pourcentage d'adultes présente certains symptômes gastro-intestinaux chroniques, comme une dyspepsie et différents troubles intestinaux.

Qu'est-ce qu'une douleur abdominale après le repas ?

Une douleur après les repas signe le plus souvent un problème de digestion au niveau de l'estomac, du pancréas, de la vésicule biliaire ou des intestins. Une sensation de pesanteur ou de ballonnement accompagnée d'éructations, ou de douleur au-dessus de l'ombilic peut être en lien avec une dyspepsie (reflux gastro-œsophagien, ulcère estomac...). Au contraire, une douleur vive et transfixiante de la partie haute du ventre ou à droite peut être en lien avec une pathologie du pancréas ou de la vésicule biliaire. Des ballonnements, des gonflements, de la diarrhée ou de la constipation associés à une douleur en bas du ventre sont plutôt le signe d'un problème intestinal.

Douleur abdominale à droite : le signe de quoi ?

Une douleur abdominale à droite est le signe d'un problème au foie ou à la vésicule biliaire. L'appendicite se traduit par une douleur abdominale au niveau de la partie inférieure droite de l'abdomen (la fosse iliaque droite).

Douleur abdominale à gauche : le signe de quoi ?

Une douleur abdominale à gauche est le signe d'un problème à l'estomac, au duodénum ou au pancréas.

Quels sont les symptômes d'une douleur abdominale ?

Les symptômes varient en fonction de la cause et de la localisation (à gauche ou à droite, accompagnée d'autres symptômes...). La douleur abdominale se caractérise par :
Sensation de douleur d'une partie ou de tout le ventre,
Crampes ou de brûlures
Une fièvre
Des nausées et des vomissements
Une aérophagie
Une miction difficile.
"Les douleurs abdominales sont très fréquentes car elles sont le symptôme de diverses pathologies de l'ensemble de l'abdomen. Ne laissez pas traîner une douleur abdominale et n'hésitez pas à consulter votre médecin traitant si elle persiste ou les urgences si elle est insupportable", conseille le Dr Claire Lewandowski, médecin spécialisée en médecine générale, addictologie et psychiatrie.

Douleur abdominale et urine foncée : que faire ?

Des urines foncées signent le plus souvent la présence de sang. Lorsqu'elles sont associées à une douleur abdominale vive à la miction, elles sont le signe de coliques néphrétiques, c'est-à-dire une obstruction des voies urinaires. Elles se manifestent par une douleur aiguë ressentie de manière soudaine dans la région lombaire, et elle est due à une brusque augmentation de la pression de l'urine qui ne peut plus s'écouler. Des examens complémentaires sont nécessaires pour confirmer le diagnostic comme une échographie et un traitement antalgique soit être débuté sans tarder.

Sang dans les urines (hématurie) : quelles causes ?

L'hématurie désigne la présence de sang dans les urines. Elle peut être révélatrice de diverses maladies ou troubles liés à un organe du système urinaire, comme la vessie ou les reins. Est-ce grave ? Quelles causes ?

Douleur abdominale et diarrhée : que faire ?

En cas de douleurs abdominales aiguës associées à une diarrhée - c'est à dire au moins 3 selles molles ou liquides par jour, pendant moins de 14 jours (habituellement, seulement quelques jours) et qui disparaissent spontanément - une infection virale ou bactérienne est le plus souvent en cause. En revanche, si les douleurs et la diarrhée deviennent chroniques, c'est à dire qu'elles durent plus de 4 semaines, elles peuvent être causées par un trouble inflammatoire de l'intestin comme la colite ulcéreuse ou la maladie de Crohn.

Diarrhée : comment lutter contre ?

La diarrhée se manifeste par des selles molles ou liquides. Elle est souvent accompagnée de nausées et de vomissements et parfois de fièvre. Selon les cas, il est impératif de consulter pour éviter les complications. Quelles sont les causes ?
Que manger ?

Douleur abdominale et fièvre : que faire ?

Lorsque la fièvre accompagne la douleur abdominale, c'est qu'il peut s'agir d'une infection. Dans la plupart des cas il s'agit d'une gastro-entérite d'origine virale ou bactérienne. Cependant, en fonction des antécédents médicaux et chirurgicaux, des examens complémentaires (prise de sang, échographie, scanner...) et des symptômes, il peut aussi s'agir d'une atteinte hépatobiliaire, d'une pancréatite, d'une perforation ou d'une inflammation intestinale comme une maladie de Crohn, un abcès, une obstruction, une ischémie intestinale ou une diverticulite. D'autres affections gynécologiques comme la salpingite, la grossesse extra-utérine, la torsion ou la rupture d'un kyste de l'ovaire peuvent aussi être en cause. Dans tous les cas, une prise en charge médicale rapide d'impose pour faire le diagnostic et parfois procéder à une intervention chirurgicale en urgence.

Quelles sont les causes d'une douleur abdominale ?

Les causes des douleurs abdominales sont très nombreuses. Ce sont l'examen clinique du médecin, les symptômes associés et les examens complémentaires qui permettent de faire le diagnostic et de proposer une prise en charge adaptée. Une douleur abdominale peut révéler :
Une constipation
Une infection gastro-intestinale (gastro-entérite...)
Un reflux gastrique
Une gastrite
Un ulcère
Un étranglement de l'intestin en cas d'hernie
Une inflammation du pancréas ou du foie
Une appendicite
Une occlusion intestinale
Une péritonite
Un calcul rénal ou biliaire
Une cystite
Un infarctus du myocarde (beaucoup plus rare et surtout chez les personnes âgées).
Des règles douloureuses
Un kyste à l'ovaire
Une grossesse extra-utérine
Enfin, de nombreuses personnes souffrent régulièrement de maux de ventre sans cause connue. On parle alors de troubles fonctionnels intestinaux ou de "colopathie" en lien avec le stress ou un état dépressif masqué.

Quels sont les traitements d'une douleur abdominale ?

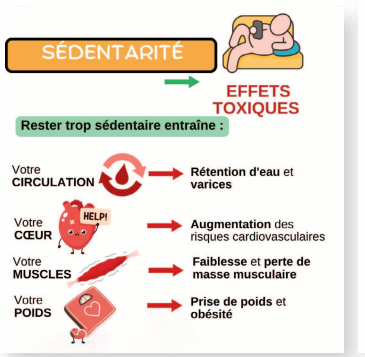
Le traitement des douleurs abdominales repose essentiellement sur le traitement de leur cause. Pour cette raison, il est toujours préférable de consulter un médecin en cas de maux de ventre d'origine inconnue. Lorsque les douleurs sont dues à des spasmes douloureux du tube digestif dont on soupçonne l'origine (diarrhée, excès alimentaire, colopathie, nervosité, anxiété...), il est possible de les soulager à l'aide de médicaments antispasmodiques sur prescription médicale. Dans certains cas, le traitement peut nécessiter une adaptation du régime alimentaire. La chirurgie est parfois le seul remède permettant de traiter la cause et de soulager les symptômes.

BIEN-ÊTRE

Comment préserver votre santé au quotidien ?

Une alimentation variée et équilibrée Pour bien manger, il est recommandé de privilégier les aliments bons pour la santé (fruits, légumes, féculents de préférence complets, légumineuses), de limiter la charcuterie et la viande rouge, et de réduire le plus possible la consommation d'aliments sucrés, salés ou gras ainsi que de produits ultratransformés (ex : produits cuisinés avec sirops de glucose/fructose, graisses hydrogénées, colorants, émulsifiants, conservateurs, etc.). Il convient aussi de manger des quantités adaptées à votre âge, votre activité physique et vos besoins en calories.



















JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Football : Ligue des Nations UEFA — TF1
Espagne / France

21h05 Magazine d'information - France 2025 — France 2
Envoyé spécial

21h00 Jeu (2025 - France) — 6ter
Que le meilleur gagne !

21h05 Série de suspense - Etats-Unis 2024 — CANAL+
The Agency

20h50 Cinéma - 2023 — W9
Love Again :
un peu, beaucoup, passionnément

20h50 Film policier — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 1989
Black Rain

21h05 Magazine de société — 6ter
France
Vive le camping

21h00 Drame historique - France 2023 — CINE + PREMIER
Une affaire d'honneur

21h10 Golf — CANAL+ SPORT
Golf : Open du Canada

21h00 Film policier - Danemark 2024 — CINE CINEMA
Les enquêtes du département V

20h50 Film policier — CANAL+ family
France - 2005
Mon petit doigt m'a dit...

21h15 Film policier — TMC
Etats-Unis - 1992
Bodyguard

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (2019 - France)
Saison 7 - Épisode 1/2/3

Engrenages

Dans une ambiance à la fois sombre et émouvante, ce premier opus très réaliste pose habilement les bases de ce septième chapitre.
Le scénario montre judicieusement que l'équipe de Gilou peut difficilement se passer de l'expérience et du talent d'enquêtrice de la commandante Berthaud, même affaiblie par une dépression.

22h53
Série humoristique (2021 - France)
Saison 2 Épisode 1/2/3

Narvalo

Pistonné par son frère, Aziz travaille dans une entreprise de vente de pochettes d'allumettes personnalisées. Le jour où il découvre par hasard les fraudes de leur manager, il devient un héros aux yeux de ses collègues.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:08	12:28	16:19	19:45	21:32
CONSTANTINE	03:16	12:32	16:23	19:48	21:34
ALGER	03:32	12:46	16:36	20:02	21:46
OUARGLA	03:44	12:37	16:18	19:42	21:18
CHLEF	03:38	12:53	16:43	20:09	21:54
MOSTAGANEM	03:45	12:58	16:47	20:13	21:57
ORAN	03:49	13:01	16:50	20:16	21:59

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8207 — JEUDI 5 JUIN 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	18°
Oran	27°	18°
Constantine	32°	17°
Ouargla	40°	27°

LE RECYCLAGE DES DÉCHETS SOUS LA BARRE DES 10%

Aux jeunes entrepreneurs de saisir l'opportunité

Malgré une production annuelle de plus de 13 millions de tonnes de déchets, l'Algérie peine encore à entrer pleinement dans l'ère du recyclage. À ce jour, seulement 10 % de ces déchets sont valorisés. C'est ce qu'a affirmé la directrice générale de l'Agence nationale des déchets (AND), Fatma-Zohra Barça. Un chiffre alarmant pour un pays confronté à des enjeux environnementaux, économiques et sanitaires croissants.



L'Algérie peine à entrer dans l'ère du recyclage.

La responsable qui s'exprimait, hier, sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, a déploré que le taux de valorisation des déchets en Algérie ne dépasse pas actuellement 10%, alors qu'environ 30% des déchets produits sont techniquement recyclables, notamment le fer, le plastique et le verre.

Ce faible taux est d'autant plus préoccupant que ces matériaux représentent une manne économique non négligeable. Les déchets ferreux et plastiques sont les plus recherchés, car ils bénéficient déjà d'une certaine structuration. Le recyclage du fer, selon Mme Barça, s'effectue principalement dans les centres de tri et d'enfouissement, tandis que le plastique attire un nombre croissant d'acteurs privés, installés parfois depuis plusieurs années.

Mais le verre reste le parent pauvre du recyclage. A peine trois investisseurs y sont actuellement impliqués, selon l'intervenante. Cette quasi absence d'intérêt pour un matériau pourtant recyclable à l'infini montre à quel point le secteur de la valorisation souffre d'un manque de diversification, de soutien et de visibilité.

La directrice de l'AND appelle, ainsi, à orienter davantage les jeunes diplômés, les porteurs de projets et les start-ups vers ce créneau, encore largement inexploité. Elle suggère également une meilleure coordination entre les institutions, les collectivités locales et le secteur privé pour développer des chaînes de collecte et de transformation efficaces.

Une situation qui, selon la responsable, devrait inciter les jeunes diplômés, les porteurs de projets et les start-ups à s'intéresser davantage à ce secteur encore peu exploité. Plus inquiétant encore, 60% des déchets ménagers en Algérie sont de nature organique, déchets alimentaires, végétaux, restes biodégradables, et ne sont pas valorisés du tout, alors qu'ils pourraient être transformés en compost, un engrais naturel utile à l'agriculture.

Conscient de cet enjeu, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie a lancé une nouvelle stratégie centrée sur le compostage. Plusieurs unités de production de compost ont été mises en service dans les wilayas de Mascara, Mostaganem et Sidi Bel Abbès, tandis que d'autres projets sont en cours à Médéa et El Oued.

La valorisation des déchets s'inscrit pourtant dans une dynamique mondiale de transition vers une économie circulaire, où rien ne se perd, tout se transforme. Pour y parvenir, l'Algérie devra investir massivement dans l'innovation, la formation et les infrastructures.

Lynda Louifi

ORAN

Réhabilitation d'un hôpital spécialisé dans les maladies mentales

L'ÉTABLISSEMENT hospitalier spécialisé dans les maladies mentales de Sidi Chahmi, à Oran, va bénéficier d'une réhabilitation en profondeur. La première pierre du projet a été posée hier par le wali d'Oran, Samir Chibani, en présence de plusieurs cadres de la wilaya.

Bien que la dégradation de la structure a été signalée depuis plusieurs années, les travaux ont longtemps été retardés en raison de lenteurs administratives, selon un communiqué officiel de la wilaya.

Dans le cadre d'une série de visites sur terrain visant à suivre l'avancement des projets de développement, le wali s'est rendu à Sidi Chahmi, une commune située à 8 km du centre-ville d'Oran, pour inspecter le chantier de réhabilitation de cet établissement hospitalier, indique le même communiqué.

À cette occasion, le wali a reçu des explications détaillées sur le projet, dont la durée de réalisation est estimée à 20 mois. Composé de sept pavillons, l'hôpital dispose d'une capacité de plus de 400 lits. Il assure la prise en charge de patients souffrant de troubles mentaux issus de quatorze wilayas des régions ouest et sud-ouest du pays.

Par ailleurs, le wali d'Oran a également effectué, mardi, une visite dans la nouvelle unité de radiothérapie du Centre hospitalo-universitaire Dr Benzerjeb, dont la mise en service est prévue prochainement. Cette unité est dotée de deux accélérateurs linéaires supplémentaires, portant à cinq le nombre total de ces équipements dans la wilaya, en incluant les trois déjà opérationnels à l'hôpital d'El Hassi.

La mise en service de cette nouvelle structure contribuera à améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer à Oran ainsi que dans les wilayas limitrophes. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale visant à rehausser la qualité des soins et rapprocher les traitements des malades, notamment dans les spécialités sensibles. Il est également important de souligner qu'Oran est désormais considérée comme un véritable pôle national dans la lutte contre le cancer. Conscient des enjeux majeurs que représente cette pathologie en Algérie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait de la santé une priorité stratégique.

Cette volonté politique s'est traduite par d'importants investissements dans les infrastructures et les équipements de lutte contre le cancer, intégrant les dernières avancées scientifiques et technologiques, afin d'optimiser les protocoles thérapeutiques et d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients.

D'Oran, Brahim Mazi

DÉCÈS DU MOUDJAHID MUSTAPHA BOUDINA

Le président de la République présente ses condoléances

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté, mercredi, ses sincères condoléances à la famille du défunt moudjahid Mustapha Boudina, président de l'Association nationale des anciens condamnés à mort. «Dieu Tout-Puissant a rappelé à Lui le moudjahid Mustapha Boudina, président de l'Association nationale des anciens condamnés à mort (rescapé de la guillotine) qui était responsable d'un groupe de fedayin et a connu l'amertume de l'attente dans le couloir de la mort à la prison de Montluc à Lyon», lit-on dans le message de condoléances adressé à la famille du défunt moudjahid Mustapha Boudina. «Le défunt s'en est allé, laissant le souvenir d'un moudjahid courageux, témoin des atrocités du colonialisme, entouré d'estime et de considération, qu'Allah lui accorde Sa miséricorde. Lui et ses compagnons, parmi les moudjahidine et les vaillants martyrs, demeurent un symbole immuable ayant marqué moralement le colonisateur par leur impassibilité face à l'exécution imminente, une détermination qu'ils ont léguée à des générations d'Algériens jusqu'à ce jour», a écrit le président de la République, énumérant les qualités du défunt. «En ces douloureuses circonstances, je vous adresse ainsi qu'à ses frères moudjahidine, mes sincères condoléances et l'expression de ma profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de vous prêter patience et réconfort.

S. N.

COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

La juge algérienne Chafika Bensaoula élue vice-présidente

LA JUGE algérienne Chafika Bensaoula a été élue comme vice-présidente de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, lors de la 7e session ordinaire de la Cour qui se déroule à son siège à Arusha (Tanzanie), a indiqué l'institution juridique africaine dans un communiqué. «L'honorable juge, Chafika Bensaoula, succède ainsi à l'honorable juge (malien Modibo) Sacko, qui assume désormais les fonctions de président» en remplacement de la juge tanzanienne Imani Daud Aboud, dont le mandat de présidente s'est achevé après quatre ans, précise la même source. Le nouveau Bureau est en place pour un mandat de deux ans, conformément à l'article 21 du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

S. N.